

n° 715 — 4 F
DU 21 OCT. AU 27 OCT.

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

dossier
TS votre journal

VIVE
MARCEL
DASSAULT!

SUS AU
COLLECTIVISME!



Direction politique :
Alain Tiemcen

Rubriques :

- **Où va la France ?** Léo Goldberg, Maurice Najman
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

- G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot.

Dessinateurs :

- J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Collaboration technique :

- Max Pagis - José Sanchez - E. Vignati

Secrétariat - Documentation :

- Marie-Françoise Chailleux

Promotion :

- J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité : 566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic-Press, Saint-Ouen

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- La conversion de Michel Rocard. *Léo Goldberg* P. 4
- Presse : la valse des titres P. 4/5
- La LCR et les municipales. *François Desmoulins* P. 5
- Les mystères du train Nord-Express. *Patrice Chairoff* P. 6/7

Briser la chaîne

- La Hague : mes « shadocks » tiennent bon P. 8
- Usinor-Dunkerque P. 8
- Lille : un rassemblement Hacuitex. *J. Y. Rognan* P. 9
- 23 octobre : pour les parias du chômage P. 9
- Se ruiner la santé. *Y. Sparfel* P. 10

Notre dossier :

- Cette fois-ci c'est parti. *Christian Guerche* P. 11
- Une semaine à TS... *Marie-Françoise Chailleux* P. 12
- Boîte à idée P. 13
- TS interroge ses lecteurs P. 14

Les exclus de l'intérieur

- Travailler deux fois plus, est-ce vivre doublement ? *Geneviève Brisserge* P. 15
- Lutte de femmes et groupe de pression. *Dominique Lambert* P. 15

Et pourtant elle tourne

- Mao la lutte pour la succession. *Victor Fay* P. 16
- L'offensive syrienne : jusqu'où ? *Jean Julien* P. 17
- Sahara sahraoui. *José Sanchez* P. 18
- Espagne : sous l'œil de Kissinger... *Marc Echeverry* P. 19

C'est aussi politique

- Les hommes du président. *Stéphane Sorel* P. 21

Les armes de la critique

- Interview d'André Brink. *José Sanchez, Bernard Vandrille* P. 22
- Astérix en smoking P. 23



courrier des lecteurs

Tribune socialiste. Bien ! mais n'écorchez pas la langue (cf. *TS*, n° 713, p. 24) : « Gardarem lo poder ». Ou mieux suivant la graphie généralement adoptée par les occitans d'aujourd'hui : « Gardarem lo poder ». Mieux encore : « Nos gardarem lo poder » (littéralement : « nous nous le garderons »).
Cordialement.

Jean BARDU,
Viroflay ■

Parcourant le dernier numéro de *TS* (n° 713), ce n'est pas sans quelque surprise, ni sans quelque émotion, que j'ai lu le texte que je vous avais adressé il y a quelque temps, sur l'armée sous le titre « chronique des casernes » (p. 22).

Au nom du groupe qui a élaboré ce texte, je vous remercie d'avoir trouvé la place pour y faire largement écho malgré l'importance de l'actualité du moment.

Je tiens à vous signaler que de tous les journaux à qui nous avons porté le texte, *TS* a été le premier et ne sera pas le seul espérons-le à le

publier, et ce malgré vos difficultés.

[...] Aucun journal n'a fait le choix délibéré de laisser la parole à ceux qui ont vécu les expériences de « l'intérieur » [...]. Le choix de *TS* ne m'a pas particulièrement surpris. Sympathisant de votre parti, lecteur de votre presse, abonné à votre journal, je sais quelles sont vos motivations et connais votre volonté d'ouvrir le débat à ceux qui subissent et luttent [...].

J.-L. AUZAN ■

Depuis le n° 711, page 23, (deux colonnes en bas de page), je me pose quelques questions. Et cela m'irrite de n'en pas trouver les réponses.

1) Qui est Yvan Dautun, et à quel titre écrit-il dans *TS*? Collaborateur, ami, réponse d'un sympathisant, lettre d'injure au PSU qu'on a passé pour avoir la signature... ?

2) De quoi parle-t-il ? Il est plus qu'évident qu'il s'agit d'une réponse. Vous savez sans doute à quoi. Pas nous.

Compte tenu de 1) et 2) pourquoi avoir gâché un quart de page ?

Bernard GRELLE ■

C'est par *TS* que je viens d'apprendre avec beaucoup de peine la mort de Maurice Jaquier ; j'ai lu avec une profonde émotion les articles de Michel Mousel, du bureau fédéral des Bouches du Rhône et d'Alain Morel.

Je voudrais y ajouter mon témoignage car il y a près d'un demi-siècle que j'ai fait la connaissance de Maurice Jaquier, adhérent à la section socialiste de Bagneux alors que je militais à celle de Sceaux.

(...) Ce n'est pas par hasard que l'un et l'autre nous avons abouti au PSU et qu'à travers les tempêtes nous y soyons restés, car une double hostilité au stalinisme et à la sclérose social-démocrate nous animait.

(...) Je ne saurais certes trop encourager les camarades à relire son témoignage, affirmation d'une fidélité à toute épreuve au socialisme autogestionnaire. Il appartie-

nait à cette race de militants qui honorent par-delà le PSU, le socialisme à visage humain.

Eduard DEPREUX ■

Veillez trouver ci-joint un abonnement de 6 mois à *TS*. Nous achetons régulièrement le journal depuis mai (la nouvelle formule) ; mais qu'il est difficile à Lyon de se le procurer ; le journal arrive en plus avec deux ou trois jours de retard par rapport à Paris.

(...) Ancien objecteur, je suis particulièrement sensibilisé aux problèmes touchant l'armée : je trouve, qu'en ce domaine, le PSU n'ouvre pas assez le débat : luttes dans les casernes, etc.

(...) Parce que le PSU et *TS* se réclament de l'autogestion socialiste, il est important pour eux de prendre en compte le mouvement objecteur et sa considérable évolution. Voilà. A part ça, bon courage à *TS*.

Philippe et Suzanne,
Lyon ■



PSU: législatives partielles

Six élections législatives partielles vont avoir lieu, le 14 et 21 novembre dans l'Allier, la Corrèze, la Gironde, le Rhône, les Yvelines et dans le V^e arrondissement de Paris. Dans ces circonscriptions les ministres ou sous-secrétaires d'Etat débarqués au moment du départ de Chirac vont essayer de reconquérir leur siège.

La simultanéité de ces consultations, le fait qu'elles interviennent après la crise politique de l'été et en plein désarroi de la majorité présidentielle leur donne une importance nationale.

C'est pourquoi le PSU va s'efforcer de participer à cette bataille le plus largement possible. Il y développera les thèmes de la nécessaire unité de lutte contre le plan Barre et du socialisme autogestionnaire comme véritable réponse aux problèmes de changement de société que se posent les travailleurs. Il mènera campagne pour qu'une victoire de la gauche ne puisse se traduire ni par la collaboration avec Giscard, ni par l'avènement d'un pouvoir bureaucratique.

Dans le V^e arrondissement, contre Jean Tiberi, l'homme à tout faire de Chirac, le PSU présente Victor Leduc, secrétaire national. Le candidat du PCF est Jean Elleinstein. Celui du PS n'est pas encore connu.

Nous publierons dans le prochain numéro de *TS* nos candidatures pour les autres circonscriptions.

éditorial

LE COLLECTIVISME ?

IL est très porté de descendre dans l'arène par les temps qui courent. Le dernier en date serait M. Ceyrac — qui en fait ne l'a guère quittée depuis quelques mois. Mais ce qui est remarquable, c'est que chaque fois qu'un personnage de la droite se saisit de la muleta électorale, c'est pour combattre un même monstre : le collectivisme. Chirac, Ponia, Giscard, Ceyrac cherchent à faire passer ce même frisson dans les foules.

Evidemment, ceux qui ont assisté au forum de l'*Expansion* peuvent être rassurés. L'immonde spectre collectiviste ne paraissait guère hanter les pensées des dirigeants du PS présents. D'une manière plus générale, on pourrait dire qu'en brandissant cette menace, la droite se bat contre des absents, compte tenu de ce que sont aujourd'hui les projets de la gauche. Mais nous aurions tort, nous, autogestionnaires, de nous contenter de crier au faux débat et de railler, la droite pour ses fantasmes, la gauche pour ses silences. Parce que l'anathème nous concerne très directement, et que nous ne saurions nous dérober à une réponse.

LA campagne de la droite vise sans ambiguïtés à flatter ce qu'elle nomme elle-même « l'individualisme des Français ». Ce faisant, elle joue sur un double tableau. Le premier, c'est le fait que nombre de comportements individualistes — par exemple le goût de la maison individuelle, de la voiture individuelle, du système D dans les relations sociales — ne sont pas autre chose que des réactions de résistance aux phénomènes d'oppression collective secrétés par le système capitaliste et son appareil d'Etat : parcellisation du travail, urbanisme concentrationnaire, appareils administratifs anonymes et repoussants, etc. En somme, ce que chacun connaît du « collectivisme », c'est d'abord ce qu'il vit quotidiennement dans l'impossibilité de trouver son épanouissement. Et les responsables de cette forme-là de socialisation croissante se servent comme argument de ce qu'ils ont eux-mêmes engendré !

Le second tableau, c'est l'image donnée du « socialisme » par des régimes qui maintiennent sous d'autres formes l'oppression contre toute libération de l'expression, de la communication, du pouvoir. Les adulateurs de l'Iran, de la « République » sud-africaine et des dic-

tatures latino-américaines ne sont pas qualifiés pour utiliser, dans leur propagande, les scientifiques soviétiques ou les règlements de compte chinois. Ceux qui se sont jadis compromis avec une forme ou une autre d'oppression — si l'on peut se réjouir de leurs protestations d'aujourd'hui — risquent de ne pas être encore très convaincants aux yeux de beaucoup. Cette seule raison nous fait une obligation d'être les plus ardents à défendre une conception vraiment libératrice du socialisme, et donc à ne pas rester indifférents à ce débat.

MAIS il y a d'autres raisons, non moins impérieuses. Et d'abord celle-ci : dans la crise que traversent les sociétés occidentales, il n'y a pas de refuge individuel, il n'y a pas de solutions qui ne soient collectives, au sens de la prise en charge par tous de la vie de chacun. Si les problèmes économiques, écologiques, d'« identité » comme on dit, de pouvoir, ne reçoivent d'autre réponse que la prorogation d'un système qui, sous prétexte de préserver l'individu, ne parvient en définitive qu'à le morceler, alors il sera impossible d'enrayer le glissement de ces sociétés vers la barbarie.

Et cela ne doit pas être considéré comme un postulat philosophique. Cela peut se démontrer quotidiennement à travers chacune des questions sur lesquelles nous achoppons. Pour ne prendre qu'un exemple : des hommes de gauche peuvent toujours prétendre qu'on jugulera l'inflation en rétablissant les conditions d'un véritable marché — fût-il « garanti » par l'existence d'un plan — il ne nous suffit pas de contester théoriquement une telle option : nous devons montrer que c'est faux, parce que sans contrôle collectif sur l'ensemble des actes économiques et sans restructuration des consommations entre biens individuels et biens collectifs, l'épée de Damoclès de l'inflation restera suspendue sur une majorité de gauche.

C'est à l'intérieur d'une collectivité responsable que l'homme peut reconquérir son unité détruite par la division du travail. Cette dimension-là de l'autogestion nous permet de nous mesurer sans honte avec les réactionnaires sur ce terrain qu'ils estiment marécageux pour la gauche. Parce que, pour nous, il est solide.

Michel MOUSEL ■

humeur : Giscard, Lopez, Dassault et Cie...

Puisque le camarade qui occupe la place au-dessus est condamné à avoir l'air d'écrire sérieux, je vais donner dans le futile et le fait-divers. Je le fais la conscience en paix : j'ai donné le dernier bouquin de Giscard à ma fille âgée de sept mois. C'est important le premier livre soigneusement déchiré par un enfant. Je reviens de la Lozère et du Gard où, loin du remue-ménage de Paris, quand par rare mégarde ils en ont acheté un exemplaire c'est un des multiples usages que les gens en font. Un grand manitou d'un célèbre institut de sondage, qui rigole à chaque fois que sa boîte publie des chiffres, m'a juré que pour un tel bouquin le coefficient de lecture serait de un pour vingt. C'est un optimiste, car loin de Paris, il passionne pas beaucoup le Giscard.

Dassault, après avoir relâché des hauts fonctionnaires du fisc et le banquier Francis Lopez contre une rançon de plus d'un milliard, a fait savoir dans la journée de dimanche que tous ses alibis étaient en béton et que Jean-Marie Le Pen, du Front National, ne figurait pas sur son testament. Pas plus que Chirac, quelques conseillers de Giscard et les fonctionnaires de l'armement : ils ont bénéficié, eux, de donations entre vifs...

Quant au directeur de Phonogram, il ne va sans doute pas tarder à nous faire signaler que son enlèvement de l'hiver dernier n'a en aucun cas été organisé par Marcantoni qui ne se commet pas avec le reliquat de l'OAS ou les amis de Jean Kay. Comme il dit : « D'abord je suis un truand de gauche (sic) et ensuite je suis à la retraite. »

Reste à préciser bien sûr que ce n'est pas avec le fric de la Société générale, ni avec celui du hold-up de Strasbourg qu'Hersant s'achète des journaux : c'est pas la même branche de l'UDR, pas les mêmes égouts. Et si d'Ormesson

(Jean), le directeur du *Figaro* qui menace de démissionner tous les mois, s'en va directement à la banque d'Hersant samedi après-midi, ce sera pour toucher son chèque de mensuel de 40 000 francs et non pas pour préparer sa fuite à l'étranger avec le dossier de tout ce qu'il aura entendu à la réunion du matin où Hersant aura expliqué comment il va essayer de faire garder le pouvoir à ses amis avec tous ses canards.

Qu'on ne vienne pas me reprocher de tout mélanger et de ne pas prendre ces divers faits au sérieux : ce n'est pas de ma faute si dans toutes ces histoires de chantage et de racket, d'escroqueries, de politiciens véreux et de personnages qui s'en vont tranquillement retirer des centaines de millions d'anciens francs à la banque avec une petite valise, se ressemblent et échangent certains de leurs personnages de mauvaises opérettes. Et le banquier leur tient la porte quand ils s'en vont...

Un coup ça s'en va en Suisse, un coup ça se transforme en lingots ou en Napoléons, un coup ça va dans la caisse d'un parti ou d'une personnalité bien sous tous les rapports. Et on se prend à rêver : en ajoutant au petit milliard litigieux de Dassault tout ce qui est arrivé en Suisse au début de la semaine dernière, on double largement la dot des agriculteurs touchés par la sécheresse. Et on atteint, toujours en francs français planqués en Suisse la coquette somme de 400 milliards.

Y a bien de la misère dans notre beau pays. Suffit de visiter la « villa » en marbre que ce pauvre vieux Dassault s'est fait construire dans les environs de Paris aux frais de sa société pour en être convaincu.

C. M. VADROT ■

où va la France ?

la conversion de Michel Rocard

Trois patrons sur quatre croient à la victoire de la gauche en 1978. C'est ce que révèle un sondage de la Sofrès réalisé à l'occasion du Forum de l'Expansion sur « les socialistes face aux responsabilités économiques ». Dans ce contexte, la rencontre entre l'état-major du PS et des chefs d'entreprise a pris un relief particulier, et devait, en effet, comporter quelques surprises.

Pour François Mitterrand, il s'agissait de se concilier une partie du patronat sans trop s'écarter du Programme commun. Exercice périlleux ; d'autant que, par le truchement de TF1, le débat se déroulait sous les yeux de millions de travailleurs. Reconnaissons que le leader du PS ne s'en est pas trop mal tiré. Il savait qu'on l'attendait au chapitre des nationalisations, et il ne commit pas l'erreur de transiger sur leur étendue.

En revanche, des précisions intéressantes furent fournies sur leur forme et leur contenu. Nous avons ainsi appris qu'il « n'est pas question

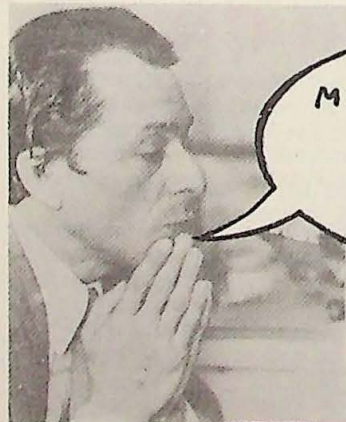
de spolier les actionnaires » des entreprises qui seront nationalisées. Les actions qu'ils détiennent seront tout simplement transformées en obligations, de sorte que leurs droits dans le capital et les bénéfices seront préservés. Astucieux. Si l'on ajoute

que « la concurrence règnera à l'intérieur du service public élargi » et que F. Mitterrand veut « préserver une économie de marché », on mesure l'étendue du changement. Il restera à un gouvernement ultérieur — alternance oblige — à retransformer les obligations... en actions, et le tour sera joué ! Mais c'est finalement Michel Rocard qui devait faire sensation en annonçant qu'il avait accompli sa « révolution culturelle ». Rien de moins. Reconnaissons que notre ex-camarade ne fait pas les choses à moitié. Une fois de plus, il a administré la preuve de sa remarquable capa-

CHERS PATRONS
ENTENDEZ-MOI BIEN...



de spolier les actionnaires » des entreprises qui seront nationalisées. Les actions qu'ils détiennent seront tout simplement transformées en obligations, de sorte que leurs droits dans le capital et les bénéfices seront préservés. Astucieux. Si l'on ajoute



MON DIEU, DONNEZ-NOUS
LA CONFIANCE
DE L'ARGENT...

cité à doubler n'importe qui sur sa droite.

En effet, l'économiste attiré du PS a révélé que, si la gauche arrive au pouvoir, « la plus grande partie de

OUI, MAIS LA PAIX
SOCIALE C'EST
BIEN COMPLIQUÉ...



l'économie restera privée » et que « le marché restera le système de régulation », en précisant que « sa régulation est globale ». Il s'agit là d'une prise de position de fond qui, comme le dit *Le Monde*, va très loin. En effet, il faut en déduire que, non seulement le PS ne souhaite pas étendre progressivement le secteur public, mais qu'il entend conserver à la planification un rôle de correctif subsidiaire. Or, en quoi le mécanisme du marché joue-t-il le rôle de régulateur de l'économie ? En ceci que ce qui se vend bien rapporte des bénéfices et attire des capitaux ; on peut donc investir, et la production suit la demande. Et inversement. En apparence le « libre choix » des consommateurs est déterminant. Mais en réalité c'est la recherche du profit maximal qui est le moteur du système.

On hésite à rappeler de telles « évidences ». Opter pour une « régulation globale » de l'économie par le marché revient à soumettre au critère principal de la « rentabilité » non seulement l'ajustement de l'offre à la demande, mais aussi la répartition des moyens de production et de la population active. Ce que Michel Rocard nous propose, en guise de « transition vers le socialisme », c'est en fin de compte... une économie capitaliste.

Pourtant, ce n'est pas par hasard que les socialistes ont toujours été

perçus comme « dirigistes » par la bourgeoisie. Ils étaient bien obligés de tenir compte de l'aspiration des travailleurs à une nouvelle organisation sociale où « l'anarchie dans la production est remplacée par une organisation consciente et systématique », comme l'écrivait Engels. Pour Michel Rocard, il est temps d'effacer ce « malentendu ». Que pensent les militants du PS de ce « projet de société » dont le marché est le « régulateur global » et qui ressemble comme un frère jumeau à... la « société libérale avancée » ? Et que devient, dans un tel cadre, l'autogestion, sinon un vain bavardage sur la « participation des travailleurs à la gestion des entreprises » ?

Nous ne manquerons pas, pour notre part, de rappeler que les nationalisations constituent des réformes significatives si elles s'effectuent sans indemnité et sous le contrôle des travailleurs. Et qu'une transition vers le socialisme implique l'émergence d'une forme nouvelle de régulation de l'économie, antagonique à la loi du marché, fondée sur l'autogestion et la planification.

Michel Rocard, dans son souci de crédibilité, va vite, très vite. Après s'être converti au réformisme, le voici devenu un apôtre de l'économie de marché. Quelle sera la prochaine étape de cet étonnant itinéraire ?

Léo GOLDBERG ■

presse : la valse

Les assemblées générales de rédacteurs, les conseils d'administrations, les réunions de direction se succèdent dans les locaux des quotidiens. Il existe à cela quelques raisons essentielles : l'approche des législatives, la généralisation du système de télé-impression (fac-similés) et l'arrivée des marchands de matière imprimée. L'un d'eux, Hersant, avec de l'argent, venu d'on ne sait où mais avec l'appui politi-

Mais bientôt les « cravatés », les encostumés, lecteurs du *Figaro*, ne pourront plus lire leur journal le matin à leur bureau. Ils apprendront les arguments de la bourgeoisie à l'heure de la digestion. Pourquoi ? Parce qu'Hersant veut concurrencer *le Monde*. Il ne veut pas laisser une partie de la clientèle libérale avancée lire à droite le matin et « s'informer à gauche » le soir. Concurrence oblige !

Par contre, les Parisiens qui se précipitaient en sortant du travail sur le *France-Soir* dernière, pour découvrir les résultats du turf ou savoir si la tour Eiffel n'avait pas changé de place, ne pourront plus le faire. *France-Soir* qui devient sous la houlette d'Hersant et Winkler France-rien, France-zéro pourrait désormais s'appeler *France-Matin*.

On découvrirait avec stupéfaction les dernières nouvelles de la nuit. Des gros titres du genre de celui de samedi dernier : « Demain les tissus seront intouchables », vous rassureront pour la journée surtout si en lisant ce nouveau *France-Matin* vous renversez votre café-crème sur votre pantalon. Tout ça c'est du papier qui change de fonctions, me direz-vous. Mais rien n'est gratuit. C'est encore un calcul d'Hersant. *France-Matin*

diffusé rapidement partout, parce que fabriqué en province (toujours grâce au système du fac-similé), servirait à concurrencer les autres gros titres de la presse régionale actuelle. Quand Hersant détient un empire, il ne peut tolérer des petits royaumes à ses frontières.

Les méandres de la pensée chiraquienne pénétreront donc dans toutes les chaumières. Les *Est-Républicains*, *Progrès* et autres *Sud-Ouest* seraient condamnés au rewriting ou aux dernières nouvelles des accidents de la route ou des comices locaux. Dans le fond peu de changement, sinon que tout sera mieux contrôlé de Paris et que la presse « indépendante » régionale aura un créneau de vente encore plus étroit.

Face à cet empire conquérant, des projets de résistance voient le jour. Le plus avancé est celui de Perdriel. PDG du *Nouvel observateur* qui voudrait créer un quotidien « à vocation populaire » sur la région parisienne tentant de damer le pion au *France-Matin* d'Hersant. La gauche et le PS, en particulier, ont besoin d'un grand quotidien notamment en période d'élection. Perdriel veut le leur donner. Ce projet, fort apprécié du PS, notamment par Gilles Martinet, semble

la LCR et les municipales

La LCR vient de confirmer son intention de participer aux élections municipales en présentant un *Projet de manifeste municipal* qui, sous certains aspects, doit beaucoup à la *Charte municipale* du PSU, mais qui en diffère radicalement quant à la problématique générale (outre le fait qu'il est fortement déséquilibré ; intérêt quasi-exclusif porté aux problèmes de la santé, rien sur les communes rurales, etc.).

Le texte s'ouvre sur un préambule qui réaffirme les positions essentielles de la LCR pour la période : dissolution de l'Assemblée, élections à la proportionnelle. PC et PS prenez vos responsabilités ! La participation aux municipales devient ainsi un moyen d'engager le PC et le PS à exiger des élections et si possible de les pousser à appliquer un autre programme.

Est-ce à dire que la bataille des municipales doit d'abord être une vaste campagne propagandiste de mise au pied du mur (« mise devant leurs responsabilités ») du PC et du PS ? Sinon

sous quelle forme la LCR entend-elle être présente ?

Rappelons que, pour sa part, le PSU conçoit sa participation aux municipales comme un moyen de faire reculer la droite tout en sanctionnant, y compris institutionnellement, l'existence d'aspirations à d'autres choix que ceux du PC et du PS et d'autres modalités pour leur prise en compte. Ce qui suppose une dialectique d'articulation et de contradiction entre le mouvement populaire et les institutions locales suivant la période et l'évolution du rapport de forces. C'est sur ce point que s'aff-

irme notre principale divergence avec la LCR.

Quant à nous, nous avons bien pris soin de distinguer le rôle que pouvaient jouer les questions locales dans la bataille contre la bourgeoisie, les réformes à exiger d'un gouvernement de gauche en matière d'institutions locales, le problème de la place de collectivités locales dans un processus de transition au socialisme.

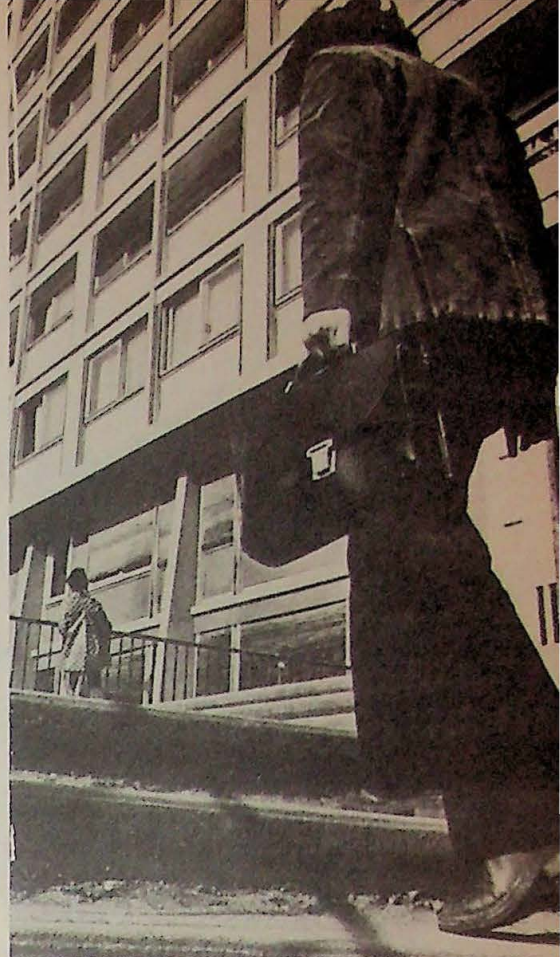
Dans cette optique nous avons axé nos propositions sur l'affirmation de l'autonomie du mouvement populaire. Ce qui, pour la bataille présente, se traduit par : le contrôle populaire comme perspective d'ensemble ; la délimitation des objectifs possibles en fonction du rapport de forces qu'on réussit à établir.

Nos camarades de la LCR qui ont sans doute craint que les distinctions que nous avons opérées ne signifient le ralliement à une stratégie gradualiste, par étapes, ont omis de caractériser les différentes phases de développement du mouvement populaire et les objectifs qui s'y rattachent.

Il en découle une incroyable confusion : entre ce qui peut et doit être du ressort d'une municipalité et ce qui lui échappe (le contrôle des conditions de travail dans les entreprises, des conditions de vie dans les casernes, etc.). Entre les objectifs qui ont trait aux problèmes locaux et ceux qui figurent dans un programme politique d'ensemble ou sectoriel et dont on pourrait exiger la réalisation par un gouvernement de gauche (santé, médecine du travail, psychiatrie, avortement, réforme de la sécurité sociale, et du droit du travail, § 4, etc.).

Plus grave nous paraît être le ralliement à la prévention comme forme d'intervention alors que celle-ci est proprement le moyen de neutraliser les groupes sociaux, d'empêcher que les conflits n'éclatent.

Enfin et surtout, il ne suffit pas d'affirmer qu'on se refuse à entretenir des illusions sur les « îlots de socialisme » ; encore faut-il ne pas tomber dans les pièges de l'institutionnalisation du contre-pouvoir. C'est ce que n'évite pas la LCR, quand elle parle de commissions municipales ouvertes (commissions extra-municipales ?) et d'autres organes (comités divers) qui sont dotés d'un pouvoir de décision de fait et



d'un droit de veto sur les projets du conseil municipal.

Il y a là une très curieuse conception que nous avons refusé d'entériner lors du conseil national.

La LCR poursuit dans le même sens avec la proposition de révocabilité des élus sous la pression des commissions, en ne situant, encore une fois, pas la période. S'il s'agit d'aujourd'hui c'est erroné car que représentent ces commissions sinon une forme de délégation de pouvoir substituée à une autre, et dont le faible développement des divers comités ne garantit guère la représentativité.

S'il s'agit de la période d'affrontement révolutionnaire pour le pouvoir l'erreur est tout aussi grande car c'est nier la nature des contradictions qui surgiront entre les anciennes formes de pouvoir et les nouvelles en réduisant l'émergence du pouvoir populaire à un contrôle sur la gestion des appareils hérités de la bourgeoisie sans œuvrer à leur dépassement.

Nous nous réjouissons que la LCR se préoccupe des questions municipales car cela augure de confrontations intéressantes. Mais pour que le débat puisse être fructueux il faudra que nos camarades éclaircissent de nombreux points. Car, pour l'instant, il nous semble qu'à trop vouloir (pour sortir de son abstraction habituelle), dresser un catalogue d'objectifs la LCR sombre dans une forme gauche de réformisme municipal.

F. DESMOULINS ■

des titres

créer des remous au *Nouvel obs*. La majorité des journalistes et du personnel (80 %) a rédigé lundi, une motion souhaitant que l'image, l'indépendance du *Nouvel obs* ne soient pas utilisées pour une autre entreprise de presse. Ils ne le condamnent pas, mais ne veulent pas y être associés. Les 150 millions d'anciens francs que verserait le *Nouvel obs* ne doivent donc, selon eux, être qu'un don pour une équipe de journalistes créant un nouveau journal. Les 56 journalistes qui démissionnent de *France-Soir* en faisant jouer la clause de conscience, constitueraient l'armature du nouveau quotidien. Ils en ont ras-le-bol de « Papa Winckler » détenteur de 5 % des actions de *France-Soir* qui joint l'incompétence, le passéisme à l'autoritarisme, faisant de l'ex-*France-Soir* un France-Hersant à la mode Mickey.

Au centre, on veut aussi se placer. Fontanet qui vient officiellement d'annoncer qu'il ne serait pas candidat aux élections en Savoie, veut se reconverter. Appuyé par un patron du nom de Monteret, il aspire, lui aussi, à avoir un quotidien. Ce serait un quotidien du soir, tiré à 100 000 exemplaires financé par l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières). Fontanet fera ainsi « monter » le prix de la « fonte ». Serait-ce le nouveau quotidien du centre, depuis que l'*Aurore* est devenu gouvernemental ? Tout ça n'est pas net ! Les RI pourraient-ils y trouver un havre de propagande pour le cas où Hersant n'en ferait que pour Chirac ? La bien-

veillance des « maîtres de forge » peut le laisser supposer.

La valse des titres, des millions, des rédacteurs en chef, des plans sur la comète commence. Législatives, restructuration, gros sous sont la toile de fond. Même le placide *le Monde* n'y échappe pas. D'aucuns n'aiment pas le virage à gauche de certains. D'autres n'aiment pas les lignes droites atlantistes des premiers. On a parlé de nouveaux rédacteurs en chef, refusés bien entendu par l'actuel : André Fontaine. Jacques Fauvet et Sauvageot ont présenté leurs démissions puis les ont retirées. *Le Monde* sans dessus dessous... Enjeux ? Les choix politiques et, bien sûr, certaines places à conserver ou à prendre... Pour l'instant un armistice de trois mois a été conclu.

Qui est oublié dans ces projets ? Les lecteurs, bien sûr puisqu'ils ne constitueraient, à priori, qu'un marché à conquérir ou une clientèle électorale à séduire, et la plupart des journalistes. Malgré les créations de journaux l'emploi restera précaire, l'indépendance réduite au minimum. C'est ce que vise à démontrer la semaine d'action organisée, en ce moment, par l'Union nationale des syndicats de journalistes (SNJ, CGT, CFDT et FO), les fédérations du livre et les syndicats de la radio-télévision, CGT et CFDT, en lien avec les usagers. Manière de dire que quand patrons, actions et titres valent, les travailleurs aimeraient bien qu'on change de disque.

Jean-Yves ROGNANT ■

Vient de paraître aux
Editions Cujas

Kadhafi
●
le livre vert

Après le petit livre rouge de MAO,
le livre vert de KADHAFI (Le Monde)

les mystères du train Nord-Express

Le train *Nord-Express* (Paris-Copenhague-Moscou) a été arrêté et bloqué en forêt de Chantilly, une heure et demie durant, le dimanche 3 octobre. Le commando, composé d'une douzaine d'hommes en cagoule, armés de barres de fer et d'une carabine automatique, se réclamait d'un certain « Groupe action solidariste Youri Galanskov ». Qui donc se dissimule derrière ce paravant commode ? C'est ce que nous avons recherché.

Le commando du « Groupe d'action solidariste », après avoir couvert les wagons d'inscriptions en russe et en français tracées à l'aide de sprays de peinture, a distribué aux voyageurs des tracts réclamant la libération d'un Norvégien, B.I. Eidsvig, et d'un Français, J.-C. Tirat, détenus à Moscou, le premier depuis le 14 juillet, le second depuis le 1^{er} septembre, pour avoir distribué des tracts attaquant violemment le régime soviétique. Les énergumènes du « GAS Youri Galanskov » prétendent également : « soutenir le combat du peuple russe et de l'Union des solidaristes russes (NTS) et appeler tous les Français à la lutte de libération nationale et européenne contre l'hégémonie américano-soviétique ».

NTS trois lettres, un sigle, qui permettent de cerner les responsabilités avec précision.

une filiale de la CIA

Le nom de l'organisation est banal : « Nationalno Troudovoi Soyouz » — dont la signification littérale est « Union nationale du travail » — mais ses activités le sont beaucoup moins. Le NTS est le plus pur produit de la guerre froide et de la paranoïa de certains états-major occidentaux, quoique la date officielle de fondation du groupe remonte à 1930. Le NTS ne cache pas, dès l'origine, que son but est de renverser le régime soviétique, par la force s'il le faut ; vaste programme qui prêterait à rire si ses promoteurs ne recevaient aide et assistance de l'omniprésente CIA. En fait, le NTS n'existe plus comme organisation d'émigrés ; il ne reste que la façade derrière laquelle s'agite la centrale d'espionnage américaine. Le NTS n'est qu'une organisation US avec des employés russes ! Sa fondation remonte, nous l'avons dit, à 1930, lorsque deux mouvements fusionnèrent : les « Jeunes Russes » de Kazem Bek et l'« Union nationale de la jeunesse russe », ou NSRM, dirigée par M. Georgievsky et V.M. Baidalakov, un ancien Cosaque de l'armée blanche de Wrangel, qui fut le premier chef du NTS, dès le congrès de Belgrade de juillet 1930. Le groupuscule vivota jusqu'à l'agression nazie contre l'URSS de juin 1941, mais mit les bouchées doubles pour rattraper son retard. Les activistes du NTS s'efforcèrent d'implan-

ter des sections dans les territoires soviétiques occupés par les Allemands et tentèrent, sans grand succès d'ailleurs, de recruter dans les camps de prisonniers de guerre russes d'où ils ne réussirent qu'à extraire une poignée de traîtres. Intégrés dans les organismes de propagande nazis, les « solidaristes russes » installèrent deux camps de formation d'agents spéciaux : le premier à Wustrau était placé sous le contrôle du Reichsleiter Alfred Rosenberg, le second, à Berlin-Wulherde, fonctionnait sous surveillance de la SS. De même, le noyautage de l'armée de renégats soviétiques levée par le général Vlassov allait bon train. Si Vlassov lui-même ne faisait pas par-

tie du NTS, son adjoint, le général-Trouchine était un des piliers de l'organisation subversive et dirigeait l'école de Berlin-Dahendorf chargée de la formation des propagandistes destinés à cette armée. Après l'attentat contre Hitler de juillet 1944, une vague d'arrestations décapita le NTS dont les dirigeants comme Baidalakov et Poremsky avaient eu une propension certaine à confondre la caisse noire du mouvement avec la leur. Lors de l'écroulement du « Reich millénaire » quelques réseaux restèrent en place, animés par Okolovitch, et très vite firent des offres de service aux forces américaines d'occupation.

Le dollar-roi aidant, une agence de presse et une maison d'édition furent créés à Francfort, dans le faubourg de Höchst. La maison d'édition porte le nom du principal organe des solidaristes : « Possev » (Semailles) et l'agence s'appelle sans rire « Agence russe de presse ». Le nombre des publications du NTS atteint la trentaine, les principaux étant « Grany » (les facettes), « Za Tchest Rodiny » (Pour le bonheur du peuple), « Sovietskaïa Armia » (l'Armée soviétique), « Za Rossia » (pour la Russie), « Volia » (la Volonté) et « Nachidni » (Nos Jours). Les textes publiés dans ces brûlots sont élaborés dans les rédactions de ces succursales de la CIA que constituent la ZOPE ou « Zentralnoé Obiédinénie Politcheskikh Emigrantov » (Association centrale des émigrés politiques, Martin Lutherstrasse, à Berlin), la *Russel J. Hall Incorporated* (Wien 3, Dindengasse, 7) ou *Radio Free Europe* (8 Munich, Englischer Garden, 1).

A partir de décembre 1950, le NTS disposa d'un émetteur radio, baptisé « Svobodnaja Rossia », ou Radio Russie libre, installé tout d'abord en station mobile pour des raisons de sécurité, puis au quartier-général de l'organisation (Zossenheim, Flurscheideweg, 4) et émettant sur deux longueurs d'onde 26,7 et 46 mètres. Un poste annexe fonctionne en Bavière, près de Haag.

Mais la grande « spécialité » du NTS reste la diffusion de tracts en territoire soviétique, du moins le prétend-il...

escros et 007

Délaissant le système classique de cloisonnement des réseaux, le NTS lui préfère le système dit « de la molécule ». Une « molécule » est composée d'un, de deux ou au maximum de trois individus qui ne recherchent nullement à recruter d'autres adeptes et qui se contentent de tracer sur les murs l'emblème du NTS, un trident, et de distribuer des tracts, soit fabriqués sur place, soit importés par des agents ou transmis par ballons libres ou dans des sacs de plastique hermétiquement scellés et confiés au courant de rivières et de fleuves coulant vers l'Est. Les tracts invitent leurs lecteurs à former d'autres « molécules », molécules qui — dans l'esprit de leurs promoteurs —, sont destinées à se joindre « un jour » au « soulèvement intérieur » désespérément attendu par les cerveaux enfiévrés des agitateurs du NTS.



La réalité est bien différente, beaucoup plus sordide également. Excellents hommes de marketing, les chefs du NTS, Okolovitch, le « patron », Romanov, l'homme fort, Rar, le chef du « groupe zastchiti », c'est-à-dire de la police intérieure, surent allécher la CIA, et sa filiale ouest-allemande, le BND, et en tirer année après année des sommes colossales utilisées pour mener une vie de boyards aux frais des contribuables. Guerre froide oblige !

Ces 007 à la petite semaine se doublent, on le voit, d'escrocs d'envergure au passé lourd, très lourd. C'est ainsi que Guéorgui Okolovitch fut chef de groupe de la Gestapo à Smolensk, Orcha, Minsk, Borissov et Bobrouisk avant d'être affecté à la lutte antipartisan en Biélorussie, où il se signala dans la répression contre la population civile et dans la traque des Juifs qui avaient pu échapper à la destruction en masse. Wladimir Dimitriévitch Poremisky, lui, fut, pour le compte du Dr Goebbels, le chef des écoles nazies de propagande de Zittenhorst et Wustrau où il était chargé d'enseigner les théories politiques des nazis sur « la question juive », d'exposer leurs doctrines raciales et d'expliquer leur programme d'extermination du peuple juif. Quant à l'homme fort des solidaires, Evguéni Romanovitch Ostrovsky, alias Romanov, il vivait à Dniépro-

pétrovsk et devint, lors de l'invasion nazie, un des premiers collaborateurs du crû. Il dirigea sur place la feuille locale pro-hitlérienne, puis quitta le pays avec le dernier tank et devint à Berlin le responsable du journal en langue russe « Novoyé Slovo », publié par les services de Goebbels. Voilà les héros du NTS.

Pour ces spécialistes de la dolce vita, il n'est évidemment pas question, future pour une montagne de dollars, de risquer leur triste, mais précieuse carcasse dans les aventures de la guerre subversive. Ne leur parlez pas de se rendre en URSS, ils préfèrent y envoyer de jeunes idéalistes, soigneusement mis en condition, qui espèrent trouver sur place des « molécules » qui n'existent que dans la mythomanie galopante des chefs du NTS, et qui paient fort cher parfois leurs illusions perdues. Le jeune Norvégien et le jeune Français, récemment arrêtés à Moscou sont de ceux-là.

la filière française

Pour recruter leurs hommes de main, les barbouzes du NTS/CIA ont fait depuis des années des travaux d'approche en direction des héritiers spirituels de leurs maîtres d'hier : les



néo-nazis. Plusieurs groupes, très actifs d'ailleurs, fonctionnent notamment en Norvège, en Belgique et en France. C'est d'ailleurs en Norvège qu'a été installée la centrale de propagande du NTS chargée du recrutement de ces commis voyageurs d'un style nouveau (NTS-Infoservice Boks 6683, Rodelokka, Oslo 5). En Belgique, des contacts étroits ont lieu avec les néo-nazis flamands de la « Volksunie » (1) et des groupes se réclamant du solidarisme comme la « Verbon recht en ordre », le « Dietsche solidaristische beweging ».

Dans notre pays, le « Mouvement solidariste français » (BP 25 Paris 19), succédané du Mouvement jeune révolution des frères Kayanakis et de Christian Baeckenroot, a lié des relations très étroites avec le NTS dès 1969, et créé en coopération avec ce dernier un fantomatique « Front de libération de l'Europe de l'Est ». Au début de 1974, une scission donne naissance au MSF maintenu et aux trop fameux Groupes d'action jeunesse, les GAJ, bien connus de nos lecteurs, dirigés par l'activiste Jean-Gilles Malliarakis (2), les deux groupes ayant d'ailleurs en commun la structuration par cellules et l'organisation de camps para-militaires. Installés dans le 15^e, 44, rue Letellier, les GAJ disposent d'un périodique *Jeune Garde solidariste*,

dirigé par J.-M. Blanchard (BP 149, Paris 06), périodique qui vient d'être relancé par l'apposition de 30 000 affiches sur Paris et la région parisienne.

Voilà le vivier où puisent les dirigeants du NTS (3) qui depuis leurs bureaux à moquette épaisse et mobilier design envoient de pauvres bougres pourrir dans les cachots de la Loubianka ou d'ailleurs. Pour quelques dollars de plus...

Patrice CHAIROFF ■

(1) *Le parlementaire flamand (Volksunie) Willy Kuijpers s'est fait expulser d'URSS le 15 avril 1976, alors qu'il tentait de distribuer des tracts signés d'un fantomatique PUN ou Parti de l'union nationale, en Arménie, à Erevan. Le brave homme n'est pas encore revenu de la froideur avec laquelle sa prose a été accueillie par les rares lecteurs. Un pigeon de plus dans la volière NTS/CIA...*

(2) *Jean-Gilles Malliarakis a repris, depuis le 1^{er} janvier 1976, la librairie fasciste du 27, rue de l'Abbé-Grégoire (Paris 6^e) et est devenu membre fondateur de l'Association de la presse nationaliste, regroupant les feuilles néo-fascistes.*

(3) *Le centre de recrutement parisien fonctionne sans que les autorités ne s'en émeuvent. Il est installé, 125 bis, rue Blomet, dans le 15^e, et est dirigé par Michel Slavinsky (tél. : 250-62-06), autre agitateur en pantoufles auteur d'un ouvrage à la gloire du NTS/CIA, intitulé sans rire Ombres sur le Kremlin.*

les barbouzes sont de retour !

Ouf ! Nous voilà rassurés à la lecture du *Journal officiel* du 23 septembre : M. Raymond Barre sait reconnaître les compétences, les vraies. Il vient de confirmer dans ses fonctions de « Chargé de mission » (qu'en termes galants ces choses là sont dites !), une barbouze de choc, le commissaire Philippe Massoni, un des plus beaux fleurons du SAC, dont Jacques Chirac avait déjà reconnu les nombreux talents de société en le faisant entrer dans son Cabinet au mois de mai dernier.

Mais qui donc est Philippe Massoni ? Ce commissaire fut très longtemps responsable du « groupe direction », spécialisé au sein des Renseignements Généraux dans la lutte anti-gauchiste. Ce groupe était habitué à travailler « hors cadre », c'est-à-dire en toute illégalité, et Massoni à ne rendre compte de ses activités qu'au niveau le plus élevé. Leurs spécialités : les perquisitions clandestines, les interceptions de correspondance, la pose de micros et de bretelles et — d'une façon plus générale — les « dirty tricks », les coups fourrés... A porter — entre autres — au crédit du commissaire Massoni et de ses hommes le vol de courrier dont fut victime, il y a quelques années, l'*Agence de Presse Libération*. Depuis, et malgré une plainte déposée en bonne et due forme, le dossier s'est enlisé dans le cabinet d'un juge d'instruction « compréhensif »... Il y a des magistrats auxquels la carrière tient lieu d'épine dorsale et la rosette de cache-pudeur...

Dans ses fonctions à Matignon, le commissaire Massoni assure la liaison du Premier ministre avec la DST, les Renseignements Généraux et la Sécurité Militaire d'une part ; avec le SAC et le Service de Sécurité de l'État (SSE), de créations plus récente, d'autre part ; ce SSE au sein duquel un ancien chef de l'OAS joue un rôle important.

Ainsi, après une semi-pénitence de près de deux ans, les barbouzes reviennent en force, leur recrutement bat son plein et, pour eux du moins, il n'y a pas d'austérité qui tienne.

P.C. ■

LIBRAIRIE

Liste n° 8

« LE PETROLE » EDITIONS ALAIN MOREAU

- DOSSIER « R »
Comme Racket pétrolier
C. de Brié - M. Etienne - M. Mousel - F. Turquan
et la commission économique du PSU 39,50
 - LES SEPT SŒURS
A. Sampson
Exxon - Shell - Texaco - Mobil
BP - Socal & Gulf
Prix international de la presse 1976 54,00
 - LE COMLOT PETROLIER
Philippe Simonot 36,00
- Prix réel ... 129,50

NOTRE PROPOSITION : F. 115,00 FRANCO

Adresser commande & règlement à :
EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS, CCP 19 706 28 Paris

briser la chaîne

La Hague : les « shadocks » tiennent bon

« Condamnés à réussir ». C'est le titre du film que les ouvriers de La Hague projettent, là où ils le peuvent, dans les petits villages du Cotentin. Un film qui a de quoi effrayer une population qui s'était habituée à la présence de ce bunker de béton, ce CEA un peu mystérieux, mais rassurant.

Dans cette usine du CEA, spécialisée dans le retraitement et le stockage des combustibles irradiés ainsi que dans la fabrication du plutonium, la colère s'est manifestée début septembre. Les salariés, alors qu'il n'y a eu aucune concertation préalable entre syndicats et direction, reçoivent des lettres les informant qu'ils cesseront bientôt d'appartenir au CEA pour être employés par la COGEMA, une filiale créée en décembre 1975, et chargée de tout le département production du

CEA. Or, le nouveau statut qu'offre la COGEMA est bien inférieur à celui du CEA. Les ouvriers de La Hague relèvent deux cents points de désaccords.

Alors que dans la plupart des autres centres du CEA, la mutation est exécutée sans incidents, à La Hague c'est l'explosion. Le 16 septembre, les ouvriers occupent symboliquement l'usine et en bloquant le fonctionnement. Ils sont expulsés 48 heures plus tard, mais ils se prononcent pour la grève active.

Usinor-Dunkerque : les Matagglo contre le lock-out

Dunkerque, 13 octobre. Les travailleurs de Matagglo d'Usinor-Kunkerque sont en lutte depuis le début du mois. Qui sont-ils ? Un petit groupe d'ouvriers (moins de 200) par rapport à l'effectif global de la boîte (près de 12 000). Originaires pour la plupart des Mines (c'est beau la reconversion !) ils travaillent en feux continus pour un salaire très bas (moins de 2 000 F pour une base de 40 h). Ils se battent d'abord contre les bas salaires.

Leur lutte a pris le relais de deux précédents conflits : celui des capitaines de remorquage, celui des portiqueurs du port, qui ont fini par bloquer le trafic des minerais, donc Usinor. Les uns et les autres ont obtenu satisfaction. Et maintenant les portiqueurs, qui sont à un bout de la chaîne, gagnent deux fois plus que ceux qui sont à l'autre extrémité et qui accomplissent un travail plus sale, plus pénible. Les portiqueurs relèvent du Port, Matagglo d'Usinor.

Inutile de faire un dessin : on comprend la colère des travailleurs de Matagglo qui, depuis douze jours, se heurtent à l'intransigeance d'Usinor. « Veut pas savoir », comme d'habitude. Appuyés dès l'origine par la CGT et la CFDT, ces ouvriers ont décidé la grève sur le tas, huit heures par poste reconductibles, la poursuite du mouvement étant décidée en assemblée générale. Bel exemple de démocratie syndicale, non ?

Or, les choses se sont gâtées le jour où Usinor a brandi la menace du lock-out, « puisque l'approvisionnement en minerai n'était plus assuré ». La CGT s'est mise à lâcher le convoi, proposant l'interruption de la grève, au mieux la grève perlée deux à quatre heures par jour. Ce qui revenait à dire qu'on levait le blocus d'Usinor et que chacun reprenait sa musette,

sans avoir rien obtenu. Cette stratégie « responsable » a été repoussée par la grande majorité des travailleurs de Matagglo, qui se sont ralliés à la thèse de la CFDT : grève reconductible après débat et vote entre travailleurs concernés.

Alors — et ce n'est pas nouveau à Usinor — le PC a donné de la voix, avec le bienveillant concours de la presse bourgeoise (tiens, curieux !), pour appeler les travailleurs « à la vigilance, à ne pas se laisser détourner par des éléments irresponsables » ! Bref, pour jeter le discrédit sur une lutte décidée d'une manière démocratique... mais qu'ils ne contrôlent pas. Ils en connaissent un rayon, les camarades, ceux d'Usinor en tout cas. Evidemment, dans la foulée, le patron en profite : comme un vulgaire terroriste, il vient de prendre en otages six travailleurs de Matagglo, pères de famille nombreuse, contre qui il vient d'engager une procédure de licenciement. Sous prétexte de voies de fait qui n'existent que dans l'imagination d'un cadre super-payé.

On en est là. La poignée de travailleurs de Matagglo doit se garder à droite et à gauche. Ça n'est pas facile. La section PSU lui apporte son soutien sans faux-fuyant, ni arrière-pensée.

Correspondance : Section PSU de Dunkerque ■

Pourquoi à La Hague et pas ailleurs ? Pour plusieurs raisons. Tout d'abord l'utilisation du nucléaire s'est accélérée. Elle a pris un virage industriel. On s'est mis dans les milieux gouvernementaux à parler de « maturité du nucléaire » pour satisfaire une part des besoins en énergie.

En fait, les techniques pour la mise en application de l'énergie de fission en particulier sont en pleine évolution. D'autre part, l'amorce de l'utilisation à grande échelle de la fission impose des contraintes d'organisation, de sûreté, de protection du milieu naturel, des hommes surtout, qui n'ont pas été dominés, loin s'en faut. Comme l'expliquaient les militants du CEA dans une conférence de presse la semaine dernière :

virage ou zigzag

« En fait, les termes de « maturité de l'énergie nucléaire », de « virage industriel » ont un sens équivoque, bien qu'ils cachent mal le désir exclusif des milieux d'affaires internationaux de faire essentiellement du profit dans les activités nucléaires. C'est ainsi que les responsables donnent par exemple plus d'importance à la recherche de marchés pour des réacteurs à eau légère, fût-ce en créant des besoins prématurés, voire artificiels dans des pays du tiers-monde, qu'au développement et au perfectionnement de techniques nouvelles. »

On sait que la filière « française » graphite-gaz à uranium naturel a été sabordée en 1969. Les travailleurs du CEA ont dénoncé cette attitude. Aujourd'hui les résultats de cette politique sont clairs :

« Nous, gens du CEA, à qui l'on ressassait qu'il faut prendre le « virage industriel », comme si depuis un quart de siècle nous avions fait autre chose que contribuer à rendre utilisable l'énergie nucléaire — et cela paraît parfois insultant à toute une génération d'ingénieurs, de techniciens et de physiciens —, nous avons plutôt l'impression d'assister à des zigzags industriels. Ces zigzags sont caractérisés par un refus de voir les problèmes à long terme, par l'acceptation de contraintes idéologiques à coloration atlantiste et par l'absence de dialogue et de concertation. Ce qui est grave, c'est que simultanément, alors que le rôle du CEA était automatiquement réduit par l'abandon de la filière graphite-gaz, le pouvoir a laissé enfler une campagne pouvant laisser croire que le CEA avait failli à sa mission et qu'il fallait le restructurer, à défaut de le supprimer, qu'il fallait y licencier du personnel ? Tout s'est passé en fait comme si, après avoir neutralisé un concurrent possible les intérêts étrangers cherchaient à l'éliminer. »

Cette politique a eu des conséquences néfastes sur les conditions de travail des ouvriers de La Hague. Les risques de contamination se sont accrus. Les travailleurs postés sont déguisés en « shadocks » : ils sont obligés de porter des combinaisons de vinyle, des masques, un scaphandre. Ils ont vu leur dose moyenne d'irradiation passer à 0,51 rems (unité de rayonnement) contre 0,13 en 1968 ; 572 décontaminations ont dû être effectuées,

contre 114 en 1971. Quand on sait que l'objectif 1977 est de traiter, par jour, quatre tonnes de produits à 30 000 mégawatts au lieu de deux tonnes à 2 000 mg/w comme il y a dix ans, alors que les effectifs ne cessent de diminuer, on voit ce que cela signifie pour la sécurité des travailleurs. Les installations, par ailleurs, se sont dégradées. Très souvent, les travaux dangereux sont confiés à des ouvriers d'entreprises en régie ou à des intérimaires sans contrôle médical ni formation.

Les conséquences d'une filialisation au regard de ces deux premiers sujets de mécontentement ont mis le feu aux poudres. Ce n'était plus leur statut que les travailleurs voyaient menacer, mais leur vie aussi. Les employés du CEA savent ce que signifie la privatisation : création de sous-filiales avec des sous-statuts (cas de la CISI, filiale informatique du CEA), menaces sur l'emploi. C'est la remise en cause de 25 années d'acquis. De plus, le département production du CEA, livré au privé, cela signifie aussi que les nouveaux maîtres de La Hague se comporteraient en vulgaires vendeurs de matières nucléaires, rentabilisant au plus vite les installations avec toutes les conséquences que cela suppose pour la sécurité.

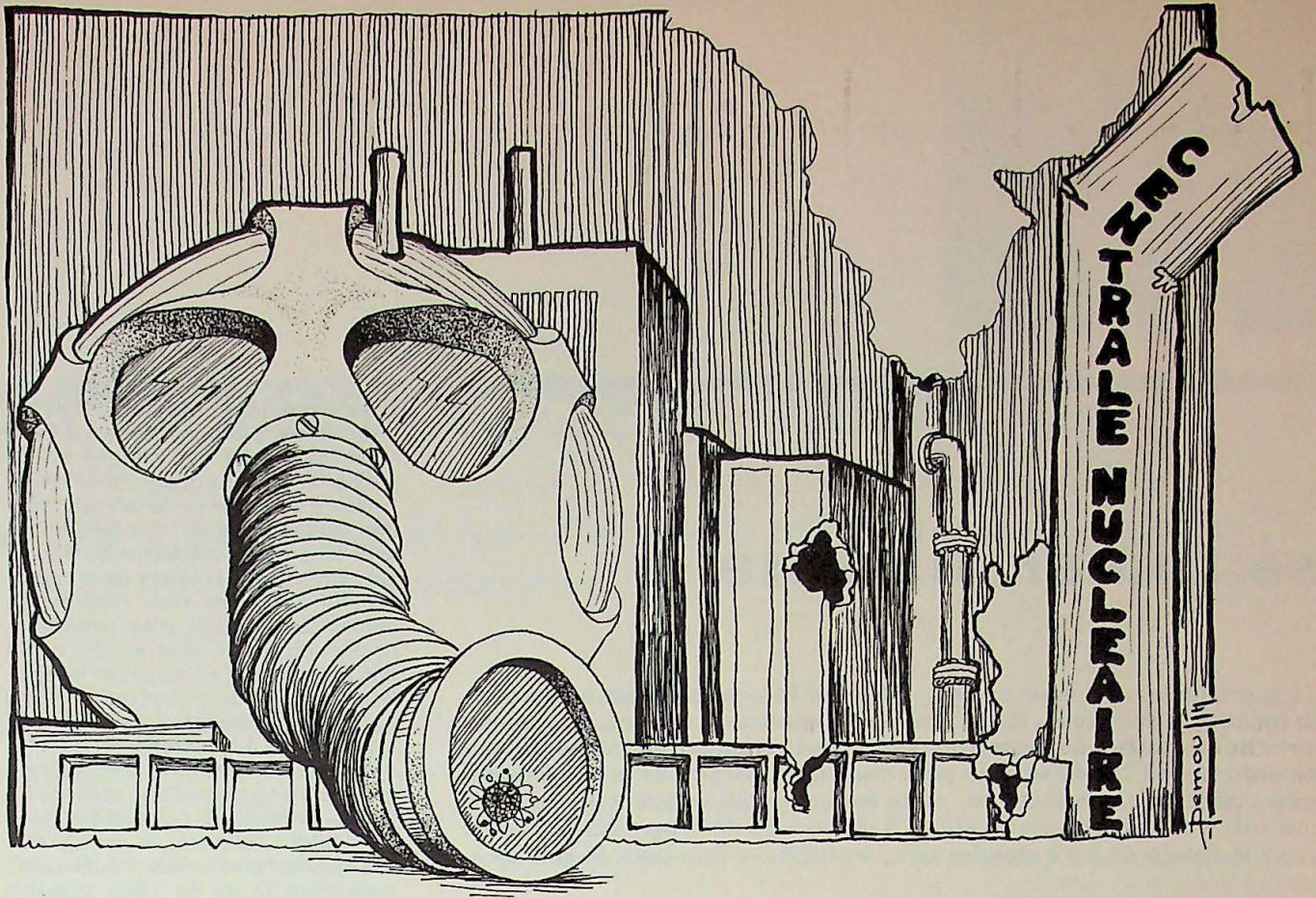
Derrière la COGEMA se profile l'idée que 49 % des actions de la nouvelle société pourraient être cédées par la suite. A qui ? A des sociétés qui ont pour nom : Creusot-Loire, Péchiney (champion de la pollution) qui se sont déjà portés acquéreurs de terrains du côté de La Hague. Voilà pourquoi la COGEMA est devenue l'ennemie numéro un des 800 salariés. La grève est soutenue par trois syndicats : la CFDT (environ 60 % des voix), le SPAEN (autonomes) et Force ouvrière.

comme Lip

La bataille engagée est d'importance. Elle dure depuis un mois. Ce n'est pas une grève comme les autres. Tout le monde est dans le coup. Même ceux qui, pour moitié, ont accepté de reprendre le travail le 10 octobre dernier afin d'assurer la sécurité. Ils versent la moitié de leur salaire aux grévistes.

Les « chateaux » de combustible irradié arrivent à La Hague. Ils ne sont pas traités. On les immerge, en attendant. Dans quelques semaines les centrales risquent d'être bloquées. Tout le planning d'EDF est dérangé. L'administration qui avait cru à une simple réaction épidermique a devant elle une collectivité décidée à aller jusqu'au bout.

Expulsés de l'usine, les grévistes se réunissent dans un presbytère. Ils ont constitué une association 1901. Cette association a recueilli les lettres de passage à la COGEMA de chaque travailleur. Cette association anime la lutte. Elle fonctionne comme le collectif des Lip. Toutes les décisions importantes sur la suite de la lutte sont prises en assemblées générales avec l'intersyndicale. L'animation, la popularisation du conflit est faite par six commissions : une d'entre elle se charge des projections du film : c'est un support très important de la lutte. Il permet de montrer en 55 minutes les conditions



de travail à La Hague et les risques pour l'environnement du stockage des déchets radio-actifs. Une autre rédige un bulletin humoristique qui est un lien entre ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur ; il est intitulé *Hag info*. Quatre numéros sont déjà parus. Une commission se charge des contacts avec les élus, les partis, les notables. Une autre programme les actions ; une autre se charge de l'intendance (contacts avec les paysans-travailleurs pour avoir des produits sains et moins chers) ; enfin la dernière assure l'animation sportive et culturelle. Ce collectif, ces commissions, ce film, ce bulletin, cette prise en charge totale de la grève, ça vous rappelle pas Lip par hasard ?

Du côté action, là aussi il y a des ressemblances : tous les villages du Cotentin savent maintenant ce qu'est La Hague. Les meetings avec le film se succèdent. A Cherbourg, ils ont manifesté avec de grandes pancartes : CEA-Vivra et en tenue de « shaddock », le 25 septembre. Le 10 octobre, ils ont fait un bal : « le bal des maudits », animé par l'orchestre *Refus*. Voilà qui ne manque pas d'humour. Enfin, ils préparent, pour les 6 et 7 novembre, des assises du nucléaire. Par son originalité, ce conflit est en train de forcer bien des résistances. Les groupes anti-nucléaires, malgré quelques réticences de départ commencent à le soutenir et le populariser. Le député socialiste de Cherbourg aussi, désavouant par lui-même le pro-nucléaire Henu. Il n'y a que la direction du CEA et notamment Giraud qui ne veulent rien entendre. Les réunions de la direction n'ont en fait lieu qu'avec la CGC et la CGT, qui eux acceptent de négocier un nouveau statut avec la COGEMA, qui cautionnent donc la filiation.

Ce courant de soutien populaire doit être amplifié. Dans les autres centres

du CEA, la popularisation, organisée par la CFDT, va bon train. A Miramas les ouvriers se sont mis en grève jusqu'à vendredi dernier. Et puisque l'humour est aussi un des atouts de cette grève, donnons, pour conclure, la parole à l'éditorialiste de *Hag info* n° 4 :

« L'humour est la politesse du désespoir. Rire avant de pleurer. Car nous avons peur de cette technocratie incompétente mais hélas « décidante », surtout quand elle vous « note » en une bouchée de caviar blanc d'Iran et une lampée de champagne millésimé que dans le nucléaire la parole reste à la diplomatie. De quoi frémir, non ? Voilà pourquoi les hommes en blanc — de ceux qui savent mesurer les risques de l'atome, ils ont reçu une formation pour ça eux ! — sont descendus dans la rue de certaines villes pour prévenir la population des risques qu'elles encouraient si l'industrie nucléaire tombait dans les mains du privé... »

Ils rejoignent le combat contre le tout-nucléaire. Aux antinucléaires de le rejoindre.

Y.S. ■

Lille : un rassemblement hacuitex

Un rassemblement d'entreprises en lutte de longue durée a eu lieu les 8 et 9 octobre derniers à Lille. Organisé conjointement par la fédération Hacuitex et la région Nord CFDT, il a regroupé huit entreprises : CIP (confection) de Haisne-la-Basse ; Desombre (confection) à Lille ; Defrenne (du groupe Schlumpf) tissage à Roubaix ; les Tanneurs français réunis, usine d'Annonay ; Rhône Poulenc Textile, Péage de Roussillon ; Réhault, chaussures à Fougères ; Schlumpf, filatures de laine en Alsace ; Usinor Trith, sidérurgie de la région de Valenciennes.

La rencontre de ces usines en lutte se tenait dans une région où de graves menaces sur l'emploi se manifestent constamment dans la branche textile. Le taux de chômage, qui est en France de 4,9 %, atteint 5,3 % dans cette région. Là comme ailleurs la restructuration sévit. Soutenir les ouvrières de la CIP en grève avec occupation depuis près d'un an et celles de Desombre était un des objectifs de ce rassemblement. En effet, dès le 31 octobre, les

ouvrières de la CIP cesseront de toucher les 90 %. Le 11 novembre ce sera au tour des « Desombre ». Que deviendront-elles ensuite ?

Elles interrogent donc les pouvoirs publics, mais aussi les partis de gauche. Quelle solution apportera-t-on à une lutte comme la leur ? Leur entreprise ne figure pas dans la liste des « nationalisables » du programme commun. Elles seront peut-être obligées d'envisager de produire « pour pouvoir survivre ».

La popularisation s'est faite à plusieurs niveaux pendant ces deux jours : six sections locales ont accueilli leurs camarades à la porte de leur usine. Ainsi les « Réo » ont tenu un stand et un mini-meeting aux portes des « Lainières de Cambrai ». Ensuite un débat a réuni tous les participants à la CIP et chez Desombre. L'échange a été riche : problèmes juridiques de la production, risque des coopératives, rôle des femmes dans la lutte, nature du soutien régional et national, quel type de redémarrage, tels ont été les problèmes évoqués. Deux opérations de popularisation ont été menées : organisation de stands dans les rues piétonnières de Lille et conférence de presse.

Cette forme de rassemblement (le troisième organisé par Hacuitex après celui de Barbîères le 19 juin, de Fougères les 2 et 3 juillet) montre que « coordination » n'est pas un vain mot. Cette initiative située dans le cadre fixé par la confédération ne portait pourtant pas ce vocable. Le responsable action revendicative Albert Mercier était là. Seule ombre sur ces deux journées : la faible présence d'autres structures interprofessionnelles. Mais ce n'est qu'un début. Une idée fait son chemin.

J.-Y. R. ■

J.-Y. R. ■

23 octobre : pour les parias du chômage

La journée d'action intersyndicale CGT-CFDT-FEN aura pour but la défense de l'emploi. Deux thèmes d'action essentiels : « les jeunes veulent vivre et travailler » et « le droit à l'emploi, un droit pour tous ».

Contrairement aux discours léniants du gouvernement sur la reprise, la situation de l'emploi s'aggrave sans arrêt : 841 500 demandeurs d'emploi selon les chiffres officiels, fin août. On prévoit pour octobre un chiffre officiel de chômeurs d'un million, et ce chiffre est en-dessous de la réalité. Il faut y ajouter une récente aggravation du chômage partiel ; ainsi, dans la sidérurgie, le groupe Sacilor-Sollac met en chômage partiel 28 000 travailleurs (avec des pertes de salaires de 8 %).

Des rassemblements régionaux avec manifestations, meetings, fêtes auront lieu dans vingt villes de France : Colmar, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Nantes, Blois, Besançon, Reims, Montpellier, Limoges, Nancy, Toulouse, Lille, Rouen, Caen, Amiens, Poitiers, Marseille, Lyon et Paris. La France des chômeurs sera dans la rue. La France qui résiste à la

restructuration aussi. Toutes les régions touchées par les liquidations. Les usines occupées tiendront leur place dans les cortèges. On peut donc s'attendre, comme l'année dernière lors de la manif des jeunes pour l'emploi, à une journée très combative. Le fait qu'elle ait lieu un samedi, qu'elle soit préparée de longue date, lui donne un autre caractère qu'une journée nationale de grève. Elle sera plus démonstrative, mieux insérée dans la réalité régionale ou locale.

Le chômage des jeunes est un autre aspect de cette journée. Il est massif. Chaque année, plus de 200 000 jeunes sortent de l'école sans formation professionnelle initiale. Les jeunes représentent 40,9 % des chômeurs. Ce sont les femmes qui sont les plus nombreuses : un chômeur sur quatre est une femme de moins de vingt-cinq ans. Trop souvent, quand ils trouvent un emploi, ils

sont utilisés à des postes sans rapport avec le métier appris. La déqualification s'accroît. De plus, les 440 000 jeunes qui, entre septembre 1975 et août 1976 étaient inscrits comme demandeurs d'emploi, ne constituent pas la totalité de ceux qui ont vainement cherché un travail. Bon nombre de jeunes ne s'inscrivent pas, se lassent. Chômeurs avant d'entrer dans la vie active, moins bien indemnisés que les adultes (36,2 % de moins de 25 ans perçoivent l'aide publique contre 57 % de plus de 25 ans et 28,9 % les assédés contre 50,4 %), les jeunes sont les parias du chômage. Ce sont eux qui se font traiter de fainéants. Ce sont eux qu'on utilise comme masse de main-d'œuvre, qu'on déplace au gré des désertifications de région, au gré des grandes manœuvres du capital.

La bataille du 23 octobre, pour l'emploi, pour vivre au pays, pour faire apparaître la résistance à la restructuration capitaliste aura notre appui et notre présence.

se ruiner la santé

« *Les médecins aux mains sales* » d'Olivier Targowla (1) est un livre sur la médecine du travail. C'est un livre passionnant, vibrant, un réquisitoire du quotidien, de notre état permanent : malades du travail. Médecine du travail ? Cela signifie pour chacun d'entre-nous la visite médicale obligatoire une fois l'an, cette formalité qui consiste à être pesé, mesuré, à faire pipi dans un bocal, à répondre à deux ou trois questions pour la forme et à s'entendre dire, soulagé : « Bon pour le service ».

Est-ce seulement cela ? A cette question Olivier Targowla donne une multitude de réponses qui sont un véritable réquisitoire du travail mort lente, de la « santé » considérée comme bon fonctionnement de la ma-

à paraître
en novembre 1976

Requiem pour une médecine

GABRIEL GRANIER

aux Editions
SYROS

9, rue Borromée 75015 Paris

dans la collection
POINTS CHAUDS

232 pages - 21 francs

chine humaine. Est-ce « rétro » de rappeler cette phrase de Taylor : « L'une des premières caractéristiques d'un homme capable de faire le métier de manutentionnaire de gueuses de fonte, c'est qu'il est si peu intelligent et si paresseux qu'on peut le comparer, en ce qui concerne son aptitude mentale, à un bœuf plutôt qu'à autre chose ». C'était en 1911. Le père de la division technique et sociale du travail, le forgeron des ateliers d'OS, forgeron des chaînes, disait une des banalités que bien des patrons continuent à appliquer ! La vie, la santé des travailleurs sont sans intérêt en dehors de ce que à quoi elles peuvent servir : la production.

les hommes-machines

On comprend à travers le livre que la médecine du travail est une sous-médecine, sauf rares exceptions. « La

médecine du travail, c'est presque une « récréation » dit une mécanographe (comme le médecin scolaire qui permettrait de sécher un cours). De toute façon si on se plaint, il dit : « allez voir votre médecin traitant » ! Il ne signe pas d'ordonnance ; il est le plus souvent soumis au patron (puisque payé par lui), il est en général âgé (moyenne d'âge des cinq mille médecins du travail en France : cinquante ans), il ne donne pas d'arrêt du travail. En un mot à quoi sert-il, sinon à constater ce qui est déjà irréparable ? A rien, ou presque. C'est ce que certains d'entre-eux, interrogés par l'auteur, constatent amèrement. Soumis au risque de licenciement par les patrons s'ils fouinent trop, par le comité d'entreprise s'ils oublient quelque chose, ils n'ont qu'une existence légale : celle de la loi de 1946. Mais la légalité sociale, voire la jurisprudence, gêne le système.

Souvenez-vous ! Le 29 septembre 1975, le juge De Charette inculpait M. Chapron, PDG de l'entreprise HDG, d'homicide volontaire et le faisait met-

tre en prison. Roland Willaume, ouvrier intérimaire, était mort. On l'avait affecté à une manœuvre difficile alors qu'il avait une hanche et une jambe raide. Or le dossier médical de l'agence d'intérim ne faisait pas mention de son infirmité. Ces faits en disent long sur la médecine du travail. On réinjecte les ouvriers dans la production après les avoir réparés. La médecine du travail, n'est avec l'inspection du travail et la justice, qu'un des rouages mis en place par la législation sociale. Un rouage qui dans une société de classe fonctionne pour une classe : celle des patrons. En effet les accidents du travail ne sont souvent que la conséquence d'une absence totale de prévention. Le contrôle médical pénètre rarement le monde clos des usines. Peu de médecins du travail respectent la loi de 1946 stipulant qu'ils doivent consacrer un tiers de leur temps à vérifier sur place, dans les usines, les conditions hygiéniques des travailleurs. Payés par les patrons, ignorés des travailleurs, soumis à la « neutralité », mais le plus souvent aux pressions patronales, les médecins du travail sont les « maudits » de la médecine.

Pourtant, note Olivier Targowla, il leur suffirait d'appliquer l'article L 241-2 du code du travail et la loi de 1946 instituant leur métier, pour faire une révolution sociale en France. Qu'on en juge : « les médecins du travail ont un « rôle exclusivement préventif » qui consiste à éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail, les risques de contagion et l'état de santé des travailleurs. » Respecter cet article implique un bouleversement total du système de production.

Certains médecins le suggèrent, ainsi ceux qui se battaient aux côtés des ouvriers de Pennaroya, ou le docteur Pigement licencié par Simca-Chrysler. Ils sont minoritaires dans cette France où l'alcool est souvent le meilleur médicament des hommes robotisés, abrutis de fatigue. Cette France qui détient le sinistre record des accidents du travail, du plus grand nombre d'heures de travail par an (2 000 heures) en Europe. Cette France où les patrons payent des médecins-flics et créent à cet effet une société « sécurix », chargée de vérifier

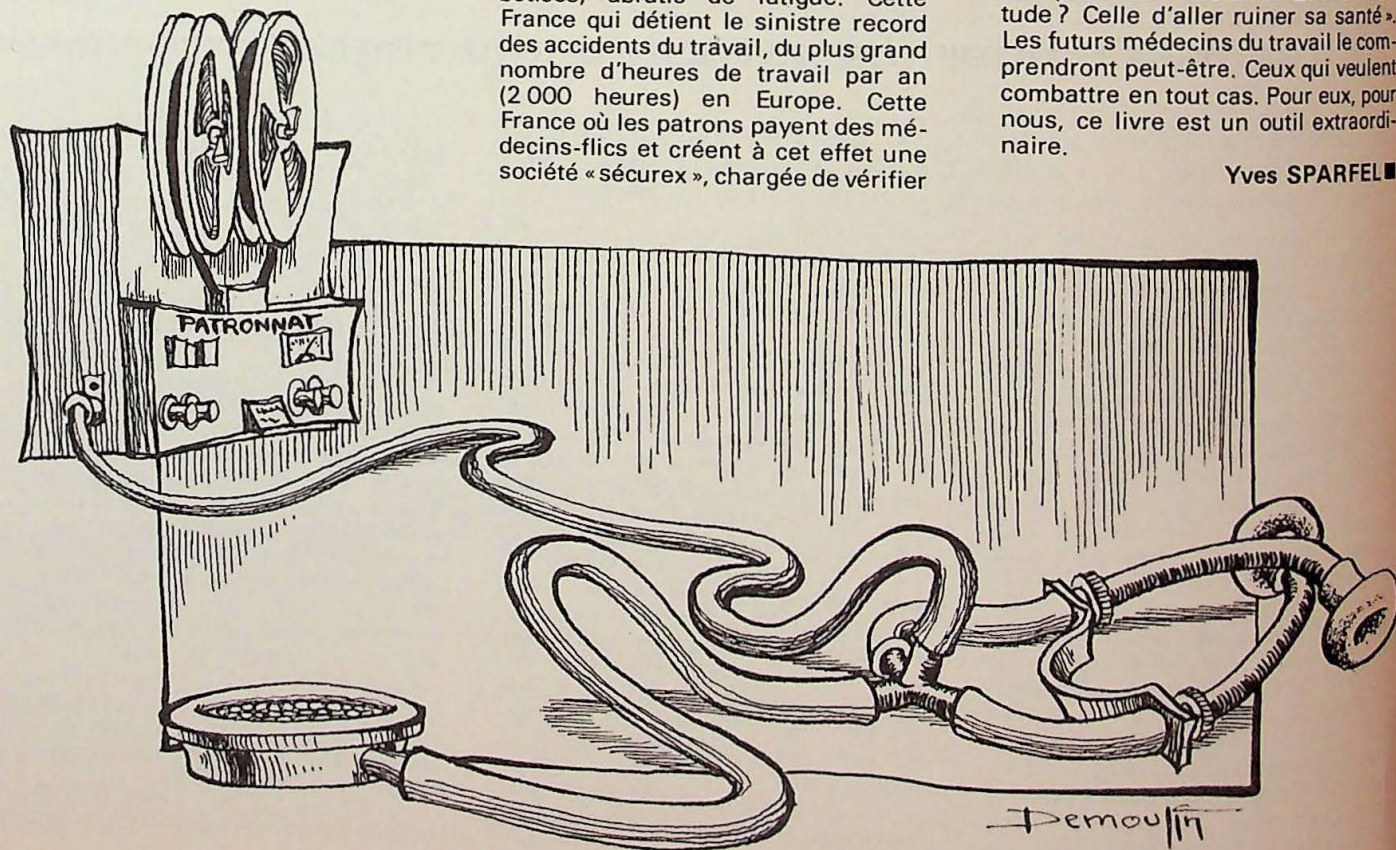
si les salariés en arrêt de maladie ne « seraient pas des tire au flanc ». Glorification du travail, sous-estimation des maladies professionnelles (64 reconnues en France) dont des pensions d'invalidité (notamment à travers le camouflage des taux de silicose). Voilà comment on s'occupe de la santé des travailleurs.

oser être malade

C'est une bataille colossale, une dénonciation permanente qu'il faut engager. Car trop souvent tout cela est accepté. On risque sa vie, sa santé, son bras, son doigt pour les quelques heures de loisirs, de pub, de bagnole, de surmenage de l'après-boulot. Tout cela est populiste dirait-on ? Ecoutez seulement M. Rémy qui, après le vote de la loi sur les accidents du travail en 1898, écrivait dans une revue scientifique que les travailleurs devaient « s'accomoder » : « postulat au départ : une oreille fendue, une joue balafmée, un nez écrasé, une cicatrice étendue sur le dos ou sur certaines régions des membres constituent des difformités et parfois des infirmités, mais ne diminuent pas la valeur industrielle de l'individu... »

Ce discours d'un autre âge, pour cynique qu'il soit, est encore en vigueur, plus hypocrite, avec des gardes fous juridiques. C'est celui qui domine dans les pools de dactylos, dans les standards téléphoniques où les névroses, les suicides n'empêchent pas la machine de tourner. Au mieux, si l'on répare l'homme aujourd'hui, c'est comme si on réparait une machine détériorée. Les méthodes sont simplement plus sophistiquées et la réparation est plus durable. On peut comprendre alors cette phrase de Targowla en conclusion : « Oser être malade, c'est entrer en révolution. C'est refuser le carcan qui nous enserre. Rompre avec l'habitude. Quelle habitude ? Celle d'aller ruiner sa santé ». Les futurs médecins du travail le comprendront peut-être. Ceux qui veulent combattre en tout cas. Pour eux, pour nous, ce livre est un outil extraordinaire.

Yves SPARFEL ■





CETTE FOIS-CI, C'EST PARTI...

Trois semaines après le premier appel qui ouvrait la campagne pour TS, les premiers résultats, s'ils sont loin d'être satisfaisants, sont encourageants : 461 abonnements nouveaux, 1 500 numéros de plus vendus en ventes militantes.

De multiples initiatives apparaissent. C'est ainsi que la section de Périgueux a décidé que tous ses militants prendraient un deuxième abonnement. A charge pour eux de le diffuser à des sympathisants, pour en faire, à terme, de nouveaux abonnés. Telle section de la Région Parisienne opte pour deux abonnements de six mois par adhérent, estimant qu'au bout de six mois, si la rédaction a fait son travail, les nouveaux lecteurs ainsi acquis, devraient renouveler leur abonnement.

Nous en sommes d'accord : les responsabilités de la rédaction et de l'administration de TS sont dans cette affaire majeures.

C'est pourquoi, un certain nombre de décisions, déjà mises en pratique, ont pour objectif de faciliter le travail de chacun, dans cette campagne. D'ores et déjà le dépliant national de promotion, tiré à 30 000 exemplaires au premier tirage a été mis à la disposition des fédérations et des sections. Des affiches sont en préparation et seront très rapidement distribuées dans le Parti.

La campagne n'est donc qu'ouverte. Il s'agit maintenant de démultiplier les efforts, de faire preuve d'imagination. En un mot : d'oser. Mais cette imagination doit aussi être la marque la plus évidente de la rédaction du journal. Le courrier des lecteurs montre que dans l'ensemble ils sont plutôt satisfaits de la formule présente.

Mais si l'on veut répondre à l'ensemble des problèmes que les travailleurs se posent, si l'on veut couvrir toute l'actualité, si l'on veut, comme c'est notre obligation, se faire l'écho des combats et des conflits qui se déroulent dans tous les domaines de la vie sociale, il est évident qu'il faut à la fois renforcer l'équipe de rédaction permanente, et multiplier les interviews et les enquêtes. Il est bien évident que c'est la seule manière de rendre tangible l'effort fait par TS pour justifier l'effort qui est demandé à tous ses lecteurs.

Le premier objectif que l'on s'était fixé était de 5 000 nouveaux abonnés, et 10 000 numéros de plus vendus en vente militante. Ils peuvent non seulement être atteints mais dépassés.

C'est aujourd'hui notre conviction. Cela doit devenir la réalité très proche. A la condition que toutes les mesures prises, tout le matériel édité, soient largement exploités.

A la condition que tous les projets prévus en rédaction ne soient pas que vœux, mais s'inscrivent en noir et blanc dans les colonnes du journal.

Christian GUERCHE .

Christian Guerche

une semaine à TS...

La fabrication de *Tribune socialiste* est pour beaucoup de nos lecteurs un mystère. Au moment où nous lançons une grande campagne de relance de notre journal, il nous a semblé utile de vous expliquer toutes les étapes de cette fabrication afin que vous n'ignoriez rien du travail que cela demande, des efforts qu'il faut fournir, chaque semaine. Car vous êtes tous concernés.

L'équipe permanente de *TS* est actuellement constituée d'un directeur politique, d'un rédacteur en chef, qui fait également office de secrétaire de rédaction, d'un maquettiste, d'une dactylo et de la secrétaire documentaliste de la rédaction, chargée de coordonner le travail de chaque membre de l'équipe, de répondre au courrier, de garder le contact avec les gens qui doivent faire un papier, soit pour le numéro en cours, soit pour les suivants.

Nous reviendrons dans le courant de cet article sur les détails du travail des autres membres de l'équipe.

A cette équipe s'ajoute un responsable de la rubrique « social », particulièrement importante dans notre journal, et qui se charge d'être constamment en liaison avec tous les endroits où des luttes sont engagées, et tout ceux qui se battent pour qu'elles aboutissent.

quelques précisions techniques

Le contenu d'une page de journal est calculé en signes. Un signe c'est aussi bien une lettre qu'un blanc entre deux mots ou une virgule.

Pour respecter la nouvelle maquette de *TS*, chaque page ne doit pas faire plus de 7 000 signes, cela afin d'illustrer et d'aérer convenablement. Sans compter la « une » et la 24, *TS* dans son ensemble fait 154 000 signes, soit à peu près 100-120 pages dactylographiées, puisque on tape 1 500 signes par feuille.

du début à la fin

TS, ça commence par un manuscrit, plus ou moins lisible, quelquefois si indéchiffrable qu'il nécessite la présence de l'auteur « au pied » de la machine à écrire. Ce papier est tapé. Ensuite, il passe dans les mains du secrétaire de rédaction qui le prépare. Cela consiste à relire attentivement le papier en suivant le manuscrit, apporter, s'il le faut, des changements dans la ponctuation ou certaines formulations et éventuellement réduire, peu ou beaucoup (il n'est pas rare que nos camarades nous apportent 15 000 signes pour 7 000 demandés, quand ce n'est pas pire). Les coupes se font avec l'auteur quand il est là ou qu'on peut le joindre par téléphone, ou, si c'est impossible, avec l'accord du directeur politique.

Le papier est ensuite compté à quel-

ques signes près, puis calibré. Le calibrage consiste à indiquer la famille de caractères choisie (pour *TS* c'est de « l'univers »), et le corps employé, autrement dit la hauteur du caractère. Egalement ce qu'on appelle la justification, c'est-à-dire la largeur de la colonne.

Ensuite le « papier » est donné au maquettiste qui enregistre la longueur du papier ainsi que le corps demandé (c'est d'ailleurs aussi le maquettiste qui peut calibrer le papier). Avec toutes ces indications le papier part ensuite à l'atelier de photocomposition. *TS* est imprimé en offset et non en « plomb ».

Il revient (le papier), composé dans le caractère demandé et avec la justification indiquée. C'est ce qu'on appelle les épreuves. Elles nous arrivent en double exemplaire : un exemplaire pour la relecture, la correction des fautes de composition (certaines modifications peuvent intervenir dont l'actualité est responsable), et l'autre exemplaire réservé au maquettiste.

Le maquettiste travaille sur ce qu'on appelle des gabarits, feuilles aux formats de *TS*, sur lesquels il colle les bandes d'épreuves selon la maquette préalablement réalisée de la manière la plus esthétique possible, cela va de soi.

Cette maquette terminée retourne avec la bande d'épreuve corrigée à l'atelier de composition. Les corrections demandées sont faites sur l'original des bandes d'épreuves, appelées bromures. Et le montage peut commencer. Les monteurs suivent scrupuleusement la maquette. Les photos et dessins accompagnant la maquette doivent être donnés le plus rapidement possible, leur reproduction en film étant longue et pouvant entraîner un retard.

La page montée définitivement est photocopiée et remise à un membre de l'équipe de la rédaction pour une nouvelle lecture. Il y a presque toujours des corrections à faire. Les épreuves sont donc à nouveau données en correction et après vérification le bon à tirer est signé et pour les pages couleur, celle-ci indiquée.

La page est alors donnée à l'atelier photo. Elle est photographiée et développée et prend forme de film transparent. Pour les pages couleur un travail très précis du photographe est indispensable. La partie couleur est recouverte au pinceau et la page à nouveau photographiée. Ressort un nouveau film transparent sur lequel apparaissent, teintées en gris, les parties couleur.

C'est un travail long et minutieux et

chaque page couleur demande au minimum une demi-heure de travail supplémentaire par rapport à une page noir et blanc.

Lorsque tous les films sont tirés ils sont acheminés vers l'imprimerie (celle de *Témoignage Chrétien* à Yvetot) où s'effectue le tirage. Dans la journée du lendemain les exemplaires reviennent rue Borromée.

la semaine idéale

Dans une semaine idéale, le journal sortant le jeudi les choses devraient se passer ainsi : dès le jeudi, arrivée des premiers papiers à la rédaction pour être expédiés à la composition le jeudi soir et revenir pour corrections le vendredi (au moins 3 ou 4 pages et si possible le dossier de 4 pages prévu à l'avance et qui doit être en « frigo » à la rédaction).

Vendredi, arrivée et expédition d'au moins six pages pour corrections le lundi.

Pour le mardi est uniquement gardée la place (toujours dans l'idéal) de la page 3 édito et les papiers d'actualité, soit le minimum. Le mercredi se passe à l'atelier de photocomposition.

Cela nécessite la frappe, la préparation, la relecture de 100 à 120 pages dactylographiées, l'illustration soit en dessins, soit en photos, de 24 pages d'un journal.

les retards

A vrai dire cela ne se passe jamais comme ça ; et nous en arrivons aux causes des retards qui font que votre journal n'est pas toujours à temps dans vos boîtes aux lettres : arrivée en retard d'un papier demandé ou même prévu depuis 15 jours ; modification de dernier moment (actualité, lutte venant de se déclencher, coup d'Etat en « international » ; retard à la composition se répercutant sur les maquettes et les bons à tirer ; embouteillage à la photo, indépendant de notre volonté.

L'imprimerie de *TC*, dans la mesure où nous ne respectons pas leurs horaires n'assure plus les délais de sortie. Quelquefois *TS* arrive seulement le vendredi rue Borromée ; d'où répercussions sur le distribution à Paris pour les sections et en Province pour les fédés.

Tout cela peut vous paraître fastidieux, mais tous ces détails sont indispensables pour la fabrication de notre journal et il nous a paru que vous deviez le savoir car ce n'est pas seulement l'affaire d'une petite équipe parisienne, mais l'affaire de tous les militants du Parti.

Marie-Françoise CHAILLEUX



boîte à idées

Un lecteur de Nancy

[...] Je suppose que vous avez un certain nombre d'exemplaires de *TS* qui sont invendus. Ne pouvez-vous pas les distribuer comme des tracts, accompagnés d'une lettre. Cela vous apporterait sûrement des abonnements [...]

Cette suggestion est intéressante. Elle doit être prise en considération. Nous disposons, en effet, d'invendus. Nous pourrions les envoyer, semaine après semaine, à un nombre limité de fédérations afin qu'elles disposent d'un nombre suffisant d'exemplaires. Les distributions devraient être bien cadrées : une entreprise, une école, un grand ensemble, une queue de cinéma, dans les gares, etc.

Un lecteur militant de la fédération de Paris nous écrit dans le même sens : chaque semaine distribuer les invendus dans une gare parisienne, à la sortie du travail.

Cette suggestion appelle une remarque : sans pour autant distribuer des numéros trop anciens, il ne faut pas donner le numéro de la semaine en cours !

Un militant du Val-de-Marne

[...] Je vais proposer à ma section de reprendre systématiquement contact avec les anciens abonnés, les anciens militants et les sympathisants, en allant les voir chez eux, pour leur parler de *TS* et les faire s'abonner.

Ce sera l'occasion, non seulement d'améliorer la situation de *TS*, mais aussi de renouer des contacts fructueux [...].

Là encore une bonne idée. Nous pouvons envisager si vous nous fournissez des noms et de l'argent (10 F par personne) d'envoyer des abonnements d'essais pour 4 numéros.

Une militante de la section Périgueux

[...] Ce n'est pas parce que la Dordogne se signale (dernier *TS*) par son « esprit de parti » qu'on va s'endormir sur nos lauriers. Voici des chèques représentant l'abonnement à *TS* (en sus de notre abonnement « légal »). La section de Périgueux a, en effet, décidé que chaque militant prendrait un second abonnement à charge pour lui de diffuser ce deuxième *TS* (ça représente 15 militants, car il y a 4 couples). [...].

Félicitations pour le dernier numéro (celui du 7/10) que je viens de parcourir. Malheureusement, nous ne l'avons pas reçu à temps pour pouvoir le vendre à la manif. (qui fut un succès).

Excellente idée. Des militants disposeront d'un deuxième numéro. Ils pourront le diffuser à un ami pendant quelques semaines, pour le faire abonner. Ensuite, ils pourront faire de même avec un autre. Et ainsi de suite pendant un an. De cette manière, chaque militant peut faire plusieurs abonnements par an.

CALENDRIER ET LA CAMPAGNE TS...

1^{re} phase : sensibilisation

N^{os} 707-708 : « Il nous faut un abonné par adhérent ».
N^o 710 : un premier bilan financier fait apparaître un déficit accru de *TS*.
N^{os} 711-712-713 : appels aux lecteurs. « *TS* : nous gagnerons ensemble. »

2^e phase : lancement actif

Des conditions avantageuses d'abonnements. Edition d'une plaquette promotionnelle pour le Conseil national. Militants, abonnez les sympathisants ! Lecteurs, abonnez vos amis !
N^o 714 : les propositions d'abonnements. Lettre aux lecteurs.
N^o 715 : 4 pages « spécial campagne » avec un questionnaire aux lecteurs.

3^e phase : développement et suivi

La commission se propose d'étudier la répartition NMPP, de faire des suggestions concernant les invendus,

d'éditer une affiche (un bandeau est déjà prêt avec indication des points de vente à ajouter : passez vos commandes), de faire des envois d'essais promotionnels.

Les fédérations du PSU, les sections, par l'intermédiaire de leurs responsables à la propagande, organisent le suivi de la campagne, font l'inspection des ventes NMPP, organisent des réunions sur *TS*.

Ce sont les lecteurs qui assureront le succès de cette campagne ; aussi, chaque semaine, *TS* ouvrira une « boîte à idées ». Nous attendons les suggestions des lecteurs, des militants, des sections...

Le dépouillement du questionnaire permettra de faire le point sur l'accueil réservé à la nouvelle formule : le succès qu'elle a obtenu n'empêche pas de continuer à y apporter des améliorations, qui tiendront essentiellement aux nouveaux rapports qui s'instaureront entre les lecteurs et la rédaction.

Enfin, chaque semaine, *TS* fera le point de la campagne : abonnement, vente militante, vente NMPP.

LES PUBLICATIONS DU PSU

TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire, tirage de 25.000 exemplaires, reçu par tous les militants et les abonnés. Vente par les sections.

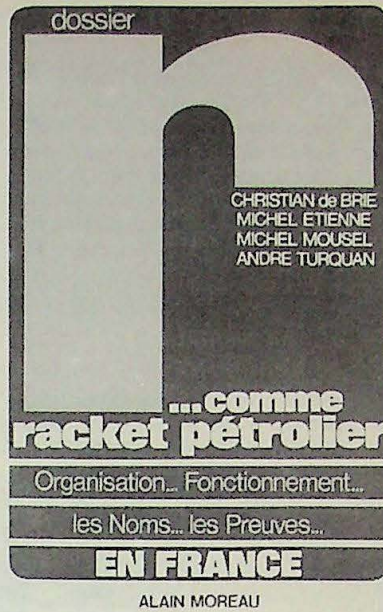
CRITIQUE SOCIALISTE, revue théorique du PSU, ayant pour vocation de préparer et de prolonger le débat autour du projet politique du PSU.

PSU-DOCUMENTATION, support de la formation des militants. Une douzaine de numéros par an.

LUTTES, brochure du secteur entreprise. Support de l'intervention du PSU dans les entreprises.

GERMINAL, journal du secteur agricole du PSU. Parution mensuelle. C'est le support de l'intervention du PSU en milieu rural.

confrontations



une offre supplémentaire

A tous ceux qui s'abonnent à l'une des trois formules,

TS offre :

« r... comme racket pétrolier » avec une forte réduction

Prix normal : 39,50 F

Offre TS : 30 F

(Franco de port)

Jusqu'au 31.12.1976
TRIBUNE SOCIALISTE PROPOSE :

FORMULE 1		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (6 mois)	70 F	60 F
T.S. (1 an)	120 F	100 F
FORMULE 2		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (1 an)	120 F	
Critique socialiste (1 an)	50 F	
	170 F	140 F
FORMULE 3		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (1 an)	120 F	
C.S. (1 an)	50 F	
PSU-Doc (20 n ^o)	30 F	
LUTTES (10 n ^o)	20 F	
GERMINAL (10 n ^o)	10 F	
	230 F	170 F

Bulletin d'abonnement à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mille

Adresse

Code postal Ville

Je souscris un abonnement :

Formule 1 : 6 mois 60 F
1 an 100 F
Formule 2 : 140 F
Formule 3 : 170 F

Ci-joint versement CCP¹ CB¹ à l'ordre de :
TS : CCP 582665 Paris

J'achète l'ouvrage « r... comme racket... » 30 F

TOTAL : F

(1) Rayer la mention inutile

TS interroge ses lecteurs



Encore un questionnaire, direz-vous, c'est la mode. Pourtant nous ne cédon pas à une mode. Nous essayons, pour améliorer le journal, de savoir avec exactitude qui sont nos lecteurs. Nous voulons aussi que *TS* soit un journal ouvert à ses lecteurs et donc capable de prendre en compte leurs préoccupations. C'est le but de cette enquête. Elle nous est indispensable. Alors, prenez cinq minutes pour répondre avec précision, remplissez une enveloppe et envoyez-la à : « TS Enquête », 9, rue Borromée, 75015 Paris. Merci.

Lecteur qui êtes-vous ?

Comment vous procurez-vous *TS* ?

- abonnement
- vente militante
- kiosques et librairies

Etes-vous adhérent au PSU ?

Oui Non

Adhérent à une autre organisation politique ?

Oui Non

Sympathisant d'une organisation politique ?

Oui Non

Si oui, laquelle ?

Militez-vous dans un syndicat ?

Oui Non

● si oui, lequel ?

● CFDT - CGT - SGEN-CFDT - FEN - CSCV - MAS -

● une organisation de masse ?

Fédé Cornec - Vie nouvelle - GAM - autres (indiquer)

Age : 20 ans - 21 à 25 ans - 26 à 30 ans - 31 à 40 ans - + de 40 ans.

Dans quelle région habitez-vous ?

Catégorie socio-professionnelle :

- ouvrier
- paysan
- employé et cadre moyen
- technicien
- instituteur
- enseignement secondaire et supérieur
- travailleur social et socio-culturel
- étudiant et lycéen
- profession libérale et cadre supérieur
- autre

Etes-vous chômeur ?

Niveau de salaire ?

● 1 600 F

● 2 500 à 4 000 F

● 1 600 à 2 500 F

● + de 4 000 F

Niveau d'étude ?

● primaire - secondaire - brevet - bac - études supérieures

Outre *TS*, quel autre quotidien ou hebdomadaire lisez-vous ?

● quotidiens

Le Monde

L'Humanité

Libération

Le Quotidien de Paris

Rouge

Autres

● hebdomadaires

Le Nouvel observateur

Hebdo TC

Autres

Syndicalisme hebdo

Politique hebdo

● mensuels et revues

Lisez-vous d'autres publications du PSU ?

Oui Non

● lesquelles ?

Critique socialiste

PSU-doc

Luttes

Germinal

● régulièrement, de temps en temps ?

lisez-vous *TS* ?

Depuis combien de temps lisez-vous *TS* ?

- avant la nouvelle formule (depuis quand ?)
- depuis la nouvelle formule

Lisez-vous *TS* : toutes les semaines ?
de temps en temps ?

TS se définit comme l'hebdomadaire du PSU, mais entend rester ouvert sur l'extérieur.

TS rend-il suffisamment compte des positions et débats du PSU ?

Les analyses de *TS* vous servent-elles dans votre pratique militante ?

- jamais
- parfois
- souvent

TS joue-t-il pour vous le rôle d'un hebdomadaire d'information et vous tient-il suffisamment au courant de l'actualité ?

Lisez-vous plus attentivement *TS* depuis la parution de la nouvelle formule

Oui Non

● sans changement

● pourquoi ?

● meilleure présentation (mise en page, couverture, photos, organisation)

● style des articles

● variété et suivi des rubriques

● qualité des dessins

● autres raisons

Quelles améliorations souhaitez-vous ?

● accorder plus d'importance à une rubrique ? Laquelle ?

● accorder moins d'importance à une rubrique ? Laquelle ?

(liste des rubriques : Où va la France ; Injustice ; Briser la chaîne ; Luttes en classe ; Les choses de la ville ; Pourtant elle tourne ; Les exclus de l'intérieur ; Garde à vous-mêmes ; Les armes de la critique ; C'est aussi politique ; Courrier des lecteurs ; Entre nous et pour vous).

Que pensez-vous des dessins ?

Que pensez-vous du style des articles ?

Que pensez-vous des dossiers parus (écoles, sécheresse, Afrique australe, etc.)

Souhaitez-vous des dossiers réguliers ? Exemples...

Le titre vous satisfait-il ? Sinon, quel titre proposeriez-vous ?

Avez-vous déjà fourni des informations à la rédaction ?

Etes-vous satisfait de la suite donnée à cette information ?

Comment pensez-vous que les lecteurs pourraient être associés à la vie du journal ?

- par le courrier des lecteurs
- en envoyant des articles
- en organisant des débats *TS*/lecteurs, etc.
- autres.

les exclus de l'intérieur

travailler deux fois est-ce vivre doublement ?

Avec, en exergue, une citation de *Lip au féminin* (1), le dernier bulletin *Notre lien* (2) de la Fédération des banques CFDT s'attaque à l'analyse de la situation des femmes. C'est d'abord un dossier très complet, avec quantité de chiffres frappants, concernant la surexploitation et l'oppression des femmes dans cette société.

Tout est passé en revue : l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la formation, le chômage, mais aussi la double journée de travail, et les équipements collectifs. Cela pour la surexploitation. Quant à l'oppression idéologique des femmes elle se transmet dans la famille (cf. *Du côté des petites filles*) (3), à l'école (dans les manuels scolaires, les femmes ne sont que cela : ignorantes, peureuses, sans autorité, fragiles, sans profession ; leur seule issue : le mariage qui est comme une profession). « Epouse, mère, consommatrice, objet sexuel » ; quatre clichés dont les femmes sont prisonnières dans l'idéologie dominante.

Cet exposé général est complété par une analyse de la situation particulière des employées de banque et des discriminations dont elles sont les victimes.

En même temps, la CFDT banques réaffirme la position confédérale, malheureusement souvent ignorée de certains de ses adhérents. On peut se féliciter que soit de nouveau publiquement affirmée la rupture avec une pratique syndicale paternaliste encore prônée par la CGT. Pour cette dernière, l'amélioration du sort des femmes réside dans la conciliation d'un double rôle familial et de travailleuse (aménagement de la double journée de travail) dans la création des conditions d'un soi-disant libre

choix des femmes concernant le travail à l'extérieur.

Il n'y a en effet pas de libre choix pour les femmes. C'est le slogan mensonger de la bourgeoisie. C'est Charybde : la dépendance économique, l'isolement au foyer, toute une vie dans l'ombre, sacrifiée « aux siens » ; ou Scylla : la double journée de travail, le salaire d'appoint. Et, de toute façon, Scylla pour toutes les femmes seules.

Pour la CFDT banques, on ne doit pas revendiquer des avantages spécifiques visant à concilier les deux rôles (familial et de travailleuse) mais revendiquer la reconnaissance du droit au travail pour les femmes ; la diminution du temps de travail pour tous et toutes, 35 heures par semaine ; des équipements collectifs près du lieu d'habitat ; des conditions de formation n'handicapant pas les femmes, donc entièrement prises sur le temps de travail ; et, enfin, « faire évoluer les mentalités pour que la prise en charge des tâches ménagères et des soins aux enfants se fasse sur un même pied d'égalité par les hommes et les femmes ».

Seule une remise en cause de la division des rôles permettra de changer quelque chose au sort des femmes. La CFDT banques l'affirme clairement : « Il n'est pas concevable que dans une société socialiste subsiste la domination des femmes par les hommes et leur oppression par la société. Que leur surexploitation dis-

paraisse ne suffit pas, la division des rôles devra être abolie. Des moyens devront être trouvés pour la prise en charge collective des travaux domestiques et de l'éducation des enfants. »

Les travailleuses des banques expriment maintenant leur position féministe dans ce bulletin CFDT. Ce n'est pas un hasard. La prise de conscience s'est développée, parallèlement à la radicalisation des employés, à leurs expériences de luttes. Les commissions femmes ou groupes femmes fleurissent dans le tertiaire, les banques, mais aussi les administrations, les assurances. C'est leur travail actif qui permettra la prise en considération de leurs revendications au niveau syndical, et ce n'est pas facile. Citons encore *Notre lien* : « un syndicat ne doit pas reproduire les mêmes schémas que la société, c'est-à-dire : la division des rôles, tâches administratives aux femmes et responsabilités politiques aux hommes ; la misogynie : une militante doit en faire trois fois plus qu'un militant pour prétendre à la responsabilité... »

Geneviève BRISSERGE ■

(1) Librairie Syros, 9, rue Boromé, 75015 Paris.

(2) Septembre 76.

(3) Livre d'Elena Gianini (analyse de la vie de l'enfant selon qu'il est un garçon ou une fille), éd. des Femmes.

lutte de femmes et groupe de pression

Le Comité du travail féminin est un organisme paritaire qui réunit en son sein des représentantes des syndicats ouvriers et patronaux, des associations féminines (UFF, etc.), familiales, et des spécialistes pour une recherche sur le problème du travail des femmes, et cela sous la haute tutelle du ministre du Travail.

Les journées du comité, les 13 et 14 octobre, devaient faire le bilan de son action. De nombreuses femmes représentantes d'associations très diverses étaient là, déléguées CGT en grand nombre, CFDT fort peu, compte tenu de sa participation très critique au comité, précisera Jeannette Laot.

Aucune représentante de groupes femmes, sinon « clandestinement ». Le spectacle fut permanent pendant ces deux jours. On vit d'abord Beullac, ministre du Travail, sommé de s'expliquer sur sa dernière déclaration (« les femmes aux fourneaux »), refuser de répondre.

Les représentantes des ministères, interpellées successivement, se perdirent dans des déclarations d'intention rappelant les circulaires « recommandant » aux partenaires sociaux des mesures favorables aux femmes.

Il paraît intéressant de constater comment tous, à présent, des syndicats au gouvernement, reprennent

plus ou moins adroitement les idées du mouvement des femmes au niveau de leurs discours. Notamment la fondamentale remise en cause des rôles masculins et féminins et le droit au travail.

La commission « Travail des femmes comme facteur de progrès social » conclut avec stupeur que si l'on voulait créer des emplois pour toutes les Françaises ne travaillant pas encore, il en faudrait 6 millions de plus (chiffres CFDT) ; d'où un inévitable changement de société !

En conclusion, il y a un tel gouffre entre le bluff féministe gouvernemental et les réalisations concrètes en matière de formation, de création d'emplois, etc. que l'on doute que le Comité du travail féminin voit ses espoirs bientôt réalisés. A moins de rejoindre définitivement les luttes de femmes dans les entreprises et les quartiers.

Dominique LAMBERT ■



Photo ADJA-WEISS

et pourtant elle tourne...

Mao : lutte pour la succession

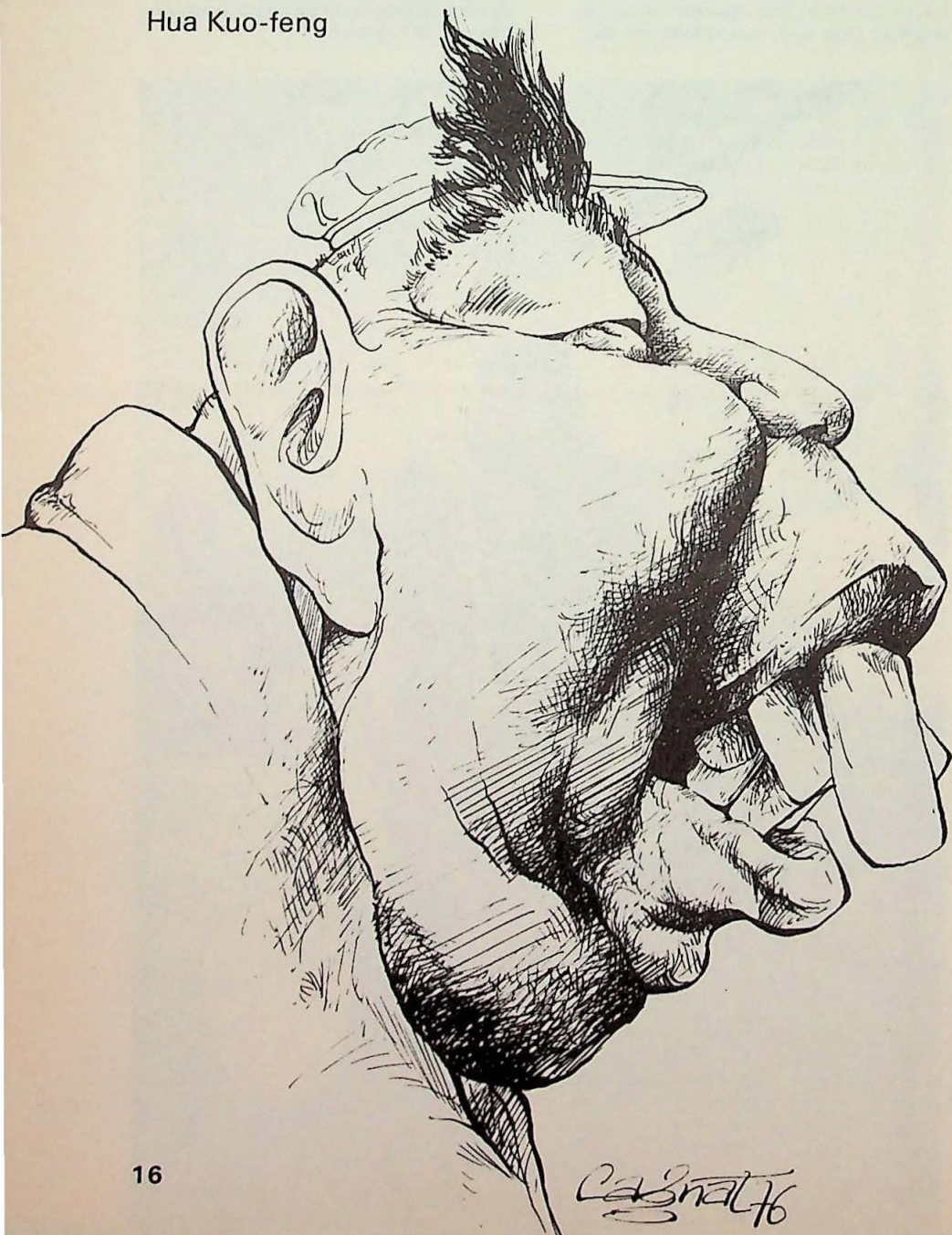
Un mois après la mort de Mao, la lutte pour la succession a été livrée et perdue par la gauche du PCC, c'est-à-dire par les véritables héritiers de la pensée de Mao Tsé-toung. Il paraît peu probable que cette défaite puisse être remise en question. On a l'impression que tous les appareils ont serré les rangs derrière le nouveau président du Parti, Hua Kuo-feng, qui détient les principaux leviers de commande du Parti et de l'Etat.

Bien entendu, les serments de fidélité aux enseignements de Mao seront renouvelés avec insistance. Plus les dirigeants actuels s'en éloigneront, et l'atténuation de la campagne contre le droitier Teng Hsiao-ping en témoigne, et plus ils clameront leur orthodoxie maoïste. Les analogies sont frappantes avec la situation en URSS, après la mort de Lénine (janvier 1924). Les jeux étaient faits lors de l'ouverture de la succession. Lénine,

paralysé, assiste impuissant à l'accaparement du pouvoir par Staline, qu'il a proposé lui-même au poste de secrétaire général du Parti. Mao, très affaibli, bien qu'il ait soutenu la gauche, n'a pu empêcher l'homme de l'appareil, qu'il avait lui-même investi, de s'emparer du pouvoir.

Dès leur vivant, ils ont perdu la partie; leurs successeurs, sous couvert d'une fidélité formelle, inaugurent une autre orientation politique. Ce forma-

Hua Kuo-feng



lisme s'exprime par la décision d'embaumer le corps de Mao, alors que les autres dirigeants, y compris Tchou-En-Lai ont été incinérés; et de publier ses œuvres « complètes », sous le contrôle direct de son successeur. Ces œuvres « complètes » risquent de rester longtemps incomplètes. L'existence du testament de Lénine a été niée pendant 32 ans et n'a été reconnue par Khrouchtchev qu'en février 1956, lors du 20^e Congrès du PCUS. Les « gauchistes » chinois sont accusés d'avoir rédigé un faux testament de Mao, qui pourrait s'avérer à terme aussi authentique que celui de Lénine...

Lorsque Kroupskaïa s'est déclarée solidaire en 1926 avec la « nouvelle opposition » de Zinoviev, Staline l'a menacée de la priver du titre de veuve de Lénine! De même, la veuve de Mao, Madame Chiang-Ching, liée avec la gauche, vient d'être évincée de ses fonctions, accusée de complot et arrêtée. Cette « nouvelle opposition » soviétique avait pour place-forte Léninegrad, grand centre prolétarien. C'est de là que fut engagé un combat d'arrière-garde contre la montée irrésistible de la bureaucratie, qui en avait assez des débats d'idées et de la mise en question de ses droits et privilèges. Le groupe de gauche du PCC, qui vient d'être brutalement chassé du pouvoir, représentait lui aussi un grand centre prolétarien, Shanghai; il a dû accepter une épreuve de force avec la bureaucratie, effarouchée par les retombées de la « révolution culturelle » et résolue à consolider ses prérogatives et son pouvoir.

feinte indifférence

Dans les deux cas, la lutte se déroule à l'intérieur du parti, le groupe de gauche, respectueux des normes légales du régime, ne trouvant nul soutien dans les masses, qui ne se croient pas concernées et attendent, avec une feinte indifférente, l'issue du conflit. Dans son fief léningradois, Zinoviev est lâché par les cadres du Parti, dès qu'ils se sont aperçus que toutes les autres régions soutenaient Staline. Le même processus est entamé à Shanghai, où les dirigeants vaincus ont été aussitôt désavoués par leurs supporters locaux.

La lutte pour la succession est considérée par l'homme de la rue comme une affaire exclusive des dirigeants. Même les jeunes gardes-rouges, fers de lance de la « révolution culturelle », après avoir été réduits au silence, restent dans l'expectative. Le pouvoir devient le monopole de l'appareil, malgré les tentatives de Mao d'empêcher ou, au moins, de retarder cette évolution. Lénine a voulu également s'opposer, par des mesures administratives tartives, à la prolifération de la bureaucratie. Leur double échec appelle une réflexion globale sur les modalités réelles, et non seulement statutaires, du transfert des autorités du pouvoir dans les pays à direction communiste.

Ce transfert, en dépit des précautions prises par les dirigeants en place, s'opère toujours en état de crise. Lutte acharnée pour la succession de Lénine et de Mao, mais aussi

de Dimitrov, de Gheorghiu Dej, de Bierut, sans parler de l'irruption des foules dans l'arène publique, comme ce fut le cas lors des événements de 1956 en Pologne et en Hongrie.

La structure du régime, la hiérarchie des autorités aboutissent à la dictature d'un homme, qui réunit en ses mains la totalité du pouvoir. Quand il disparaît, la crise devient quasi-inévitable. Elle n'est épargnée dans certains cas que grâce à l'intervention soviétique, là où la pression populaire et le réflexe patriotique n'ont pas contrarié le choix du Kremlin. Tel fut le cas de l'Allemagne de l'Est, où le vieux stalinien Ulbricht a été jugé compromettant par Brejnev, résolu à développer les échanges avec l'Allemagne occidentale. Tel fut aussi le cas de la Bulgarie, où le vieux stalinien Tchervenkov est devenu un obstacle à la normalisation des rapports avec la Yougoslavie.

analogies et différences

Après les analogies, il importe de signaler les différences, car l'histoire ne se répète jamais en entier. Contrairement à la révolution russe d'octobre 1917, accomplie sous l'hégémonie du prolétariat en vue d'une paix immédiate, la révolution chinoise est animée dès le début par la paysannerie. D'où l'intention des dirigeants communistes chinois, pour la plupart d'origine rurale, de ménager les paysans et d'éviter que l'accumulation primitive et l'industrialisation ne se fasse à leur détriment. D'où le rôle beaucoup plus grand de l'armée en Chine, composée en majorité de paysans, et, au contraire, l'influence relativement moindre de la police de sécurité.

Le fait que la moitié de l'actuel bureau politique du PCC est composée des chefs militaires illustre cet état de choses. Certes, formés par la guérilla, ils ont appris à plonger dans la masse paysanne comme le poisson dans l'eau. Il n'en reste pas moins que la structure même de l'armée privilégie, quelle que soit son idéologie, les formes autoritaires de commandement.

Les différentes composantes du pouvoir ne sont donc pas les mêmes en Chine qu'en URSS, leur équilibre est également modifié. Alors qu'en URSS la lutte pour le pouvoir s'est cantonnée à l'intérieur du Parti, Mao a osé, parce que mis en minorité par l'appareil du Parti, faire appel aux travailleurs et surtout à la jeunesse scolaire sans-parti, faussant ainsi pour un temps la règle du jeu. Sa mort annonce le retour aux normes traditionnelles et à la toute-puissance des appareils.

le poids de l'armée

Le poids de l'armée dans l'équilibre du pouvoir, le caractère de libération à la fois nationale et sociale que revêt la Révolution chinoise, expliquent l'intransigeance des dirigeants au sujet des frontières de l'Etat, leur exigence de l'annulation, même symbolique, des traités inégaux conclus avec la Russie tsariste, ainsi que leur fa-

rouche volonté d'indépendance. La nouvelle direction, une fois consolidée, pourra peut-être atténuer son hostilité, due à une tentative de satellisation, à l'égard des « social-impérialistes » de Moscou ; ainsi que sa recherche d'alliances avec les régimes réactionnaires, pour faire contrepoids à la puissance soviétique.

De là, au renversement des alliances, à la rupture avec les Etats Unis et au rapprochement avec l'URSS, la perspective paraît lointaine. On peut prévoir tout au plus une attitude plus souple et moins unilatérale de Pékin dans les rapports avec les deux super-puissances. En renforçant rapidement son potentiel économique et militaire, y compris son arsenal thermo-nucléaire, la Chine, aspire

au leadership des pays du Tiers-Monde. Sa compétition avec l'URSS, même si elle y met pour un temps la sourdine, a peu de chances de s'arrêter sur l'arène mondiale.

Le conflit qui se déroule actuellement en Chine dans les coulisses du pouvoir, où le bon peuple attend la désignation de celui qu'il sera appelé à saluer et à acclamer, servira de test quant au degré d'autonomie dont jouissent les différentes institutions. Ses limites paraissent fort restreintes. Reste à savoir dans quelle mesure la cohésion et la solidité des appareils, qui redoutent tous l'indésirable intervention populaire, permettront à la nouvelle équipe d'épargner au pays un dangereux affrontement.

Victor FAY ■

pour en savoir plus...

Mao Tsé-toung : *(Œuvres (1949-1958))*, Ed. du Cerf (textes, discours, allocutions, directives, lettres interventions, entretiens, directement traduits du chinois).

Lucien Bianco : *Les Origines de la révolution chinoise*, Ed. Gallimard, coll. « Idées ».

Jean Chesneaux : *Le Mouvement paysan chinois (1840-1949)*, Ed. du Seuil, 1976, coll. « Points ».

René Dumont : *Chine, la Révolution culturelle*, Ed. du Seuil, 1976, coll. « L'Histoire immédiate ».

François Fejtö : *Chine-URSS*, Ed. du Seuil, coll. « Politique ».

Jacques Guillermez : *Histoire du Parti communiste chinois (1921-1949)*, Ed. Payot, coll. « Petite bibliothèque Payot », 1975, 2 vol. : *Le Parti communiste chinois au pouvoir (1949-1972)*, Ed. Payot, 1972.

Pierre Illiez : *Chine rouge, page blanche*, Ed. Julliard, 1973, [Les grandes étapes de la révolution culturelle, 1965-1969].

Simon Leys : *Les Habits neufs du président Mao*, Ed. Champs libre, 1971.

Maria-Antonietta Macciocchi : *De la Chine*, Ed. du Seuil, 1974, coll. « Points ».

Alain Peyrefitte : *Quand la Chine s'éveillera...*, Ed. Le Livre de poche, 1975, éd. revue et mise à jour.

Edgar Snow : *Etoile rouge sur la Chine*, Ed. Laffont.

Collectif : *Révol. cult. dans la Chine pop.* (anthologie de la presse des gardes rouges), UGE 1975, coll. « 10/18 ».

Collectif : *Les Chinois* (petite encyclopédie historique, géographique, politique, économique, culturelle). Ed. Le Livre de poche, 1976, coll. « Edma ».

Claude Aubert, Lucien Bianco, Claude Cadart, Jean-Luc Domenach : *Regards froids sur la Chine*, Ed. du Seuil, 1976, coll. « Politique ».

Tous ces ouvrages sont en vente à la librairie Syros, 9, rue Boromé, 75015 Paris.

l'offensive syrienne : jusqu'où ?

Un simple regard sur une carte (cf. carte ci-dessous) montre à quel point la situation est délicate pour la résistance palestinienne et le mouvement national libanais. L'offensive vers Saïda risque de couper en deux la zone qu'ils contrôlaient, isolant ainsi Beyrouth au nord.

Il n'est cependant pas possible de dire jusqu'où ira l'offensive syrienne car le régime de Damas, s'il veut la capitulation sans conditions de la résistance, s'efforce aussi de l'obtenir avec un minimum de pression militaire afin de ne pas s'aliéner la plupart des pays arabes. Jamais les dissensions au sein du camp arabe n'ont été plus grandes ; jamais la nature essentiellement verbale du soutien de la plupart des régimes arabes à la cause du peuple palestinien n'a été aussi éclatante. Les conditions dans lesquelles sont renvoyés, annulés, puis proposés de nouveau les « sommets » en sont une illustration.

Pourtant aucun de ces régimes ne saurait soutenir et cautionner une victoire militaire totale de Damas. C'est pourquoi, en attendant le sommet de Ryad, Assad vient de donner l'ordre de cessez-le-feu à ses troupes.

l'offensive syrienne : pourquoi ?

Il faut rappeler que la résistance palestinienne avait à la dernière réunion tripartite (syriens, libanais, palestiniens) de Chtaura, fait d'importantes concessions, en particulier l'abandon de l'exigence du retrait syrien.

Un accord même entre l'OLP et le président Sarkis semblait avoir été conclu sur les termes et les moyens d'un plan de règlement de la crise. Or, rien de ceci ne pouvait convenir à Damas dont le but est essentiellement de briser l'OLP et sa direction actuelle. Une équipe fantôme est prête à Damas pour prendre la tête de ce qui res-

tera de l'OLP. Damas entend ainsi avoir les mains totalement libres pour régler, à sa manière, le conflit israélo-

arabe, et organiser ensuite, sous sa coupe et avec l'aide des USA, les territoires arabes qui lui reviendront.

La région du Proche-Orient est de moins en moins stable ; la reprise des combats entre Kurdes et Iraquiens en est une nouvelle preuve. Le problème des minorités nationales, les fron-

tières artificielles issues de l'emprise ottomane ou occidentale vont se poser un peu partout.

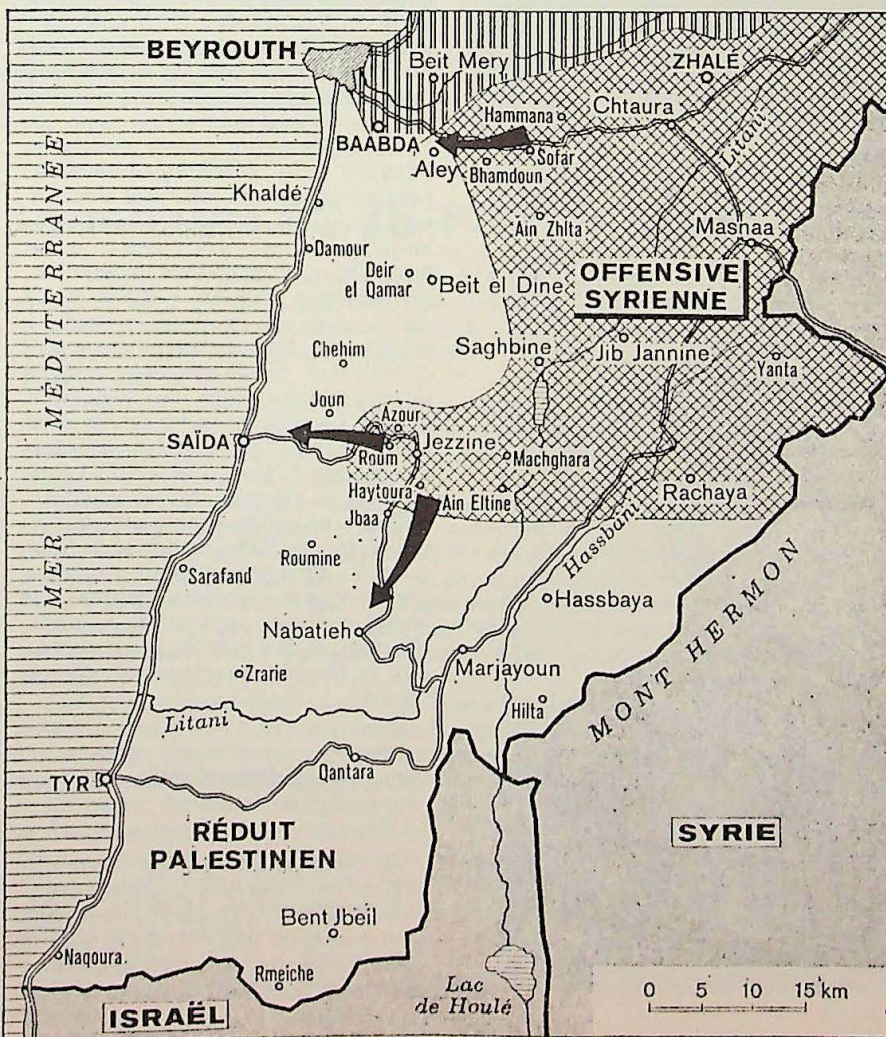
au-delà de l'offensive syrienne

Le Proche-Orient est donc, avec l'Afrique, le terrain d'âpres luttes entre l'influence soviétique et l'impérialisme américain. Ce dernier a depuis quelques temps retrouvé une stratégie plus souple en s'appuyant, en dehors d'Israël, sur un bon nombre de régimes arabes. L'URSS, de son côté, ne peut développer son influence que par le commerce des armes ; les relations d'Etat à Etat qu'elle entretient avec Bagdad ou Damas n'aboutissent qu'à un contrôle très indirect des activités de ces régimes. Dans le conflit libanais l'URSS soutient le mouvement national et la résistance ; mais, dans le même temps, n'a fait que ralentir ses livraisons d'armes à la Syrie, craignant que celle-ci ne se retourne vers les USA.

Or, avec le Proche-Orient, d'est l'ensemble de la Méditerranée qui est en jeu. Cette stratégie ambiguë n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes dans le camp des partis communistes. Le PC d'URSS subit actuellement des pressions importantes, en particulier du PCF et d'autres PC méditerranéens pour que le gouvernement de Moscou stoppe ses livraisons d'armes à Damas. L'important, pour les communistes et les socialistes méditerranéens, n'est peut-être pas d'avoir face à la marine américaine une marine soviétique, et à quel prix !

Au Liban, en tout cas, la dernière phase du conflit semble devoir se jouer ; mais il est clair qu'elle n'est que le prélude à de nombreux bouleversements. Il nous faudra faire en sorte qu'ils servent la cause du socialisme.

Jean JULIEN ■



Carte Le Monde

Sahara sahraoui...

de notre envoyé spécial
José SANCHEZ

Tindouf. D'Alger « la blanche », quittée très tôt le matin, à cette immensité incandescente où l'on devine, depuis le hublot du petit avion à hélices qui assure la liaison avec Tindouf, quelques pistes insolites au profane, il n'y a que cinq heures de vol. Tindouf : ville de garnison, avec son petit hôtel et ses « bidasses ». Tindouf : au carrefour des échanges nomades.

« Ici s'achève la civilisation » suggère, avec une pointe de malice, le responsable du F.P.O.LI.SA.RIO. (Front populaire de libération de la Saguiat El-Hamra et du Rio de Oro) au moment où la land-rover, quittant brusquement le bitume, bifurque, dans une embardée plutôt inconfortable, vers une piste insoupçonnée. Ici tout s'achève en effet. Ou plutôt tout commence. Faut-il donc qu'ils l'aient ce bout de sable les Sahraouis pour vous convaincre, en deçà même de tout propos historique ou politique, du bien-fondé d'un combat où meurent les meilleurs de leurs fils ! Et le « Sahara occidental » pouvait-il être, avant l'arrivée des Espagnols, cette « res nullius » (patrie sans maître) quand aujourd'hui on voit surgir, au beau milieu d'une géographie abstraite héritée du colonialisme, tout un peuple jusqu'ici nié ? Les Sahraouis,

c'est d'abord cela : un peuple qui existe et qui lutte. Aussi, ne pourra-t-on jamais plus faire, dans la région, l'économie d'une évidence aussi majeure.

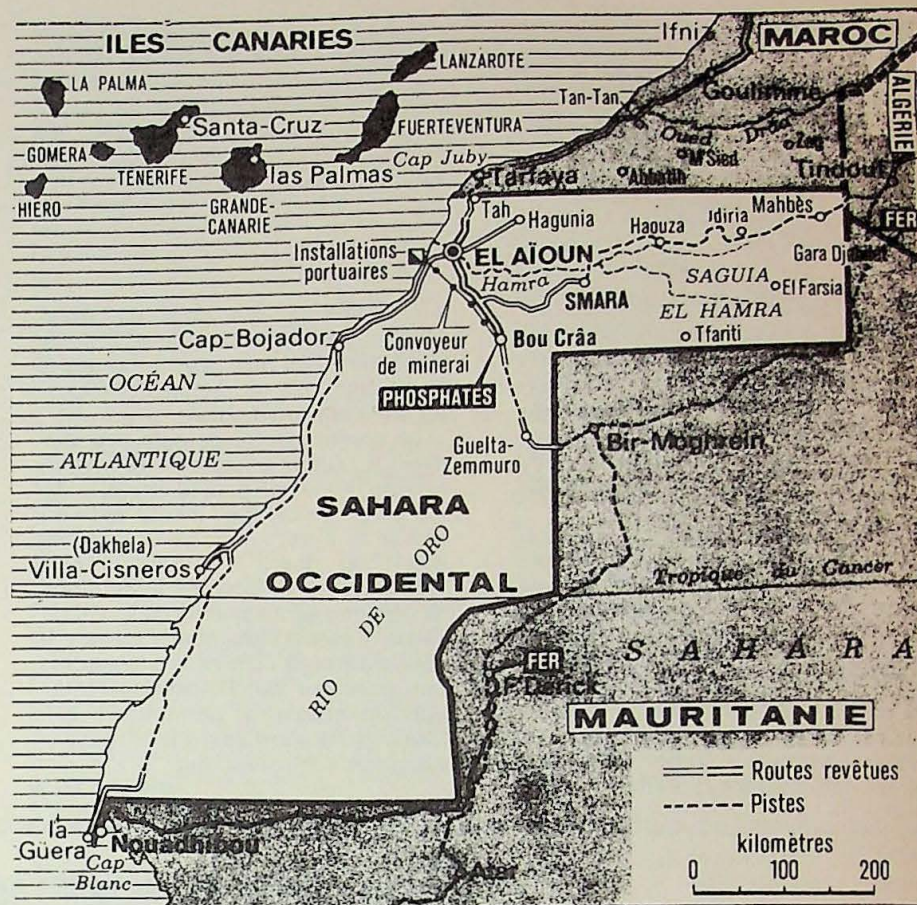
profil...

- Superficie : 284 000 km².
- Divisé en deux grandes zones : au nord la province de Saguiat El-Hamra (capitale: El Aïoun); au Sud la province de Rio de Oro (en arabe : « Ouadi El-Dhahab »; capitale : Villa-Cisneros, aujourd'hui Dakhela).
- Population : 750 000 habitants, selon la Polisario. Composée d'une vingtaine de tribus, se rattachant à quatre grands groupes ethniques : les Reguibat, les Tekna, les Maquils, les Ouled Delim.



quelque part dans le désert ...

Photo El Moudjahid



Rien ; ou à peine, de temps à autre, quelques arbustes. La land-rover va son chemin, « à fond la caisse », c'est-à-dire à soixante kilomètres à l'heure. Les Sahraouis sont de redoutables chauffeurs. Rien n'est plus étonnant que d'observer, au milieu de cette mer de sable, leur incroyable aptitude à quitter une piste pour en rejoindre une autre ; ou tout simplement à rouler, des heures durant, hors des chemins battus. A la vérité, il faut une sacrée dose de naïveté pour s'imaginer un seul instant que le seul instinct les guide. De l'instinct, ils en ont, certes. Mais aussi du savoir-faire. La nuit, il y a les étoiles ; pendant la journée, pour eux, c'est encore plus facile. Et puis, le désert — celui-là du moins — n'est pas ce qu'on croit. Dans un espagnol impeccable, typiquement « castizo », Abba, jeune Sahraoui de dix-neuf ans, m'explique toutes les subtilités d'un paysage qu'il connaît bien, tandis que, déjà, non loin de là, apparaissent les premières tentes. Le premier camp de réfugiés, en territoire algérien, n'est pas très éloigné de Tindouf. Tentes du Croissant-rouge algérien, tentes traditionnelles — en poil de chameau et de chèvre —, tentes faites de brique et de broc. C'est là, dans ce « mojaïam » (campement), sous ces « jaimas » (tentes), que vivent quelques milliers de femmes, d'enfants et de vieillards. Les hommes, eux, se battent, « quelque part dans le désert ».

la fournaise

Au dehors, la chaleur est écrasante, suffocante. Quarante à cinquante degrés. A quatre heures de l'après-midi, au moment où nous arrivons, tout le camp est encore plongé dans cette longue sieste quotidienne à quoi la fournaise oblige.

— « Salam aleikum !
— Aleikum salam ! »
Formules rituelles mais qui ont leur prix. L'hôte qui nous reçoit, vieux Sahraoui, ancien notable, s'affaire déjà autour d'un feu de braises. Délesté de nos bagages, accroupis, nous attendons que le long cérémonial qui préside à la préparation du thé (ce « thé vert » qu'affectionnent particulièrement les sahraouis) soit achevé. Hors les murs en terre séchée qui nous abritent, le sirocco balaye l'immensité qui nous entoure, soulevant les tentes, les déchirant, ou les recouvrant du sable qu'il a drainé dans sa longue course. Les Sahraouis, eux, grands seigneurs en toutes circonstances, demeurent impassibles. Demain il fera jour. En attendant, prisonnier d'un repos qu'on nous impose, il nous faudra composer avec l'impatience légitime d'en savoir davantage. (A suivre)

J. S. ■

POUR EN SAVOIR PLUS...

- Wirth Raphaël et Balaguer Soledad, *Fronte Polisario : la ultima guerrilla*, Barcelone, éd. Laia, 1976, 159 p. (coll. « Política »).
- *Le peuple Sahraoui en lutte...*, Alger, Polisario, 1975, 52 p.
- *Sélection d'articles parus dans la presse concernant le Sahara occidental*, Paris, Polisario, 1976, diffusion : Comité de soutien au peuple Sahraoui, BP 236, 75264 Paris Cedex 02.
- Junqua Daniel, « Les enjeux du Sahara occidental », in *Croissance des jeunes nations*, décembre 1975, n° 166, pp. 9-13.
- Moulahid Jamil, « Les Sahraouis et le phosphate », in *Esprit*, avril 1976, n° 4, pp. 779-803.

Espagne : sous l'œil de Kissinger...

On connaît mieux maintenant les conditions dans lesquelles le gouvernement de Arias Navarro a été remplacé par celui d'Adolfo Suarez. Kissinger y a joué un rôle non négligeable. On redoutait une nouvelle tentative venant de l'armée. Le remplacement du ministre de la Défense, le général Santiago y Diaz de Menibil par le général Manuel Gutierrez Mellado, a pour objet de couper court à ces tentations.

Quelques semaines avant qu'il ne soit « débarqué », le bruit court à Madrid qu'Arias Navarro prépare, avec le « bunker » et une partie de l'armée, un coup d'Etat, visant le roi lui-même, puisque tendant à le réduire à une pure et simple fonction de représentation. Le pouvoir — tout le pouvoir — restant à la vieille garde du franquisme.

Le roi, dans un premier temps, ne croit pas à ses bruits. Jusqu'au jour où Kissinger le fait prévenir qu'effectivement il y a préparation de complot. Kissinger soutient le roi dans la recherche d'une démocratisation, à la condition que les intérêts américains, et d'abord les intérêts militaires, soient préservés.

Si le roi donc croit désormais qu'il y a complot, il ne sait pas pour autant qui y est impliqué. Il doit donc se méfier de tout le monde. Et il n'a que quelques heures pour réagir, car il se dit que les services américains jouent peut-être sur les deux tableaux.

Sa décision est prise. Il doit remplacer tous les membres du gouvernement, y compris ceux qui apparaissent comme totalement dévoués à sa cause, tel le ministre des Affaires étrangères, José Maria de Areilza, comte de Motrico.

Il convoque donc Arias Navarro. Celui-ci n'est pas encore sorti de son bureau que toutes les ondes annoncent la démission du Premier ministre. En frappant vite et fort, le roi a surpris et prend l'avantage. Il accroît ce dernier en imposant un gouvernement composé de ses fidèles, où seul le vice-Premier ministre, ministre de la Défense, le général Santiago y Diaz de Menibil, est — concession à une fraction de l'armée — un des représentants des généraux franquistes de la guerre civile.

et maintenant l'armée

Cette concession faite, le roi ne s'en tient pas moins sur ses gardes. Il va falloir maintenant remettre de l'ordre dans l'armée, et surtout dans la garde civile.

Le ministre de l'Armée, Alvarez Arenas, informe le Premier ministre Suarez qu'il va faire une communication devant le Conseil supérieur de l'armée, sur la politique de réforme du gouvernement. Réponse de Suarez : « Je la ferai moi-même ».

Il vient de demander sa démission au général Santiago y Diaz de Menibil. Celui-ci a marqué son opposition à

toute réforme syndicale, et plus globalement à la politique gouvernementale. Pire : il vient d'adresser une circulaire à tous les hauts officiers, où il se présente comme le représentant de l'armée au sein du gouvernement.

Une enquête en cours sur les activités du général démis montre bien qu'il y avait de nouveau anguille sous roche : le général entretenait des rapports réguliers, non seulement avec l'un des chefs historiques de la phalange, J.M. Giron mais aussi avec le groupe de Fraga, et l'Opus Dei. D'où l'apparition précipitée de ceux-ci, qui viennent de créer « l'alliance populaire » qui veut, selon leur propre expression, être à l'Espagne ce que le Parti conservateur est à la Grande-Bretagne.

l'opposition hésite

Dans cette atmosphère de coup d'Etat avorté mais qui montre bien la fragilité du régime en place, l'opposition hésite.

La rupture négociée, souhaitée par l'ensemble de l'opposition ne se produit pas. L'idée d'un gouvernement provisoire, qui comprendrait toutes les forces et serait chargé de préparer les élections, et donc de garantir un scrutin assuré dans des conditions rigoureusement démocratiques, se heurte au veto royal.

Le roi estime qu'un tel gouvernement, s'il était constitué, mettrait en cause son autorité, et surtout l'institution qu'il représente. Il sent aussi que l'opposition, qui redoute comme lui un coup d'Etat de militaires associés à la droite musclée, hésite sur l'attitude à tenir.

Pendant ce temps, non seulement le régime, mais aussi une partie de l'opposition se heurte au problème des minorités nationales. La radicalisation des revendications nationalistes, l'assassinat, revendiqué par la branche militaire de ETA, de Juan Maria de Araluze, Conseiller du royaume, ont créé au Pays basque une situation plus qu'explosive. Euzkadi est aujourd'hui une véritable poudrière où tout peut arriver.

Dans le même temps, la situation économique ne cesse de se dégrader. Le plan d'austérité et de stabilisation présenté par le gouvernement, qui ressemble comme un frère au plan



Photo AFP

H. Kissinger et A. Navarro.

rencontre PSOE-PSP de Lisbonne

Le PSOE, Parti socialiste ouvrier espagnol, va tenir à Madrid son congrès, dans la première semaine de novembre. Felipe Gonzalez, son secrétaire général, voulait pouvoir, à cette occasion, annoncer qu'un processus de fusion était engagé avec le PSP, Parti socialiste populaire, que préside Tierno Galvan.

Les aimables tuteurs du PSOE, à savoir le SPD allemand et le PS français, qui connaissaient les relations personnelles amicales datant de la clandestinité entre Galvan et Mario Soares, ont demandé à celui-ci de faciliter une rencontre à Lisbonne.

Marcel Niedergang, du *Monde*, qui prend très — trop — souvent ses désirs pour des réalités, écrit très tranquillement que les pourparlers sont très avancés, la seule difficulté résidant dans les attributions des uns et des autres, qui pourrait être résolue par la création d'un poste de président à Tierno Galvan, Felipe Gonzalez restant secrétaire général.

Nous sommes en mesure de démentir totalement cette information. La question de la fusion n'a pas été abordée, a fortiori celle des postes de direction.

Le PSP estime en effet que la discussion ne doit pas se limiter aux seuls PSOE et PSP. Elle concerne toutes les forces qui se réclament du socialisme en Espagne, et notamment les « convergences socialistes » qui sont apparues dans les différentes nationalités.

En outre, le débat, avant toute idée de fusion, doit porter sur des concepts aussi majeurs que politique de classe, lutte de classes, prise du pouvoir, nature du socialisme dont on se réclame, etc. Il porte aussi sur l'appartenance du PSOE à la II^e Internationale ; le PSP refuse, en effet, que la stratégie et la tactique d'un parti socialiste soient établies ailleurs qu'en Espagne.

Vaste débat, qui n'a abouti qu'à la création d'un Comité de liaison chargé d'organiser la réflexion, et de faciliter l'unité d'action à tous les niveaux. ■

Barre, a été très mal accueilli. Les Commissions ouvrières lancent un mot d'ordre de grève nationale pour le 29 octobre ou le 4 novembre, et engagent des négociations avec l'UGT et l'USO, pour qu'elles s'associent à cet appel.

Tout le monde politique, économique et social est donc en ébullition. Une sorte de « mai rampant » qui, s'il venait à exploser, bouleverserait bien des analyses, et inquiète déjà tout « l'establishment », ancien ou nouveau, de l'Espagne.

Tout comme pour le Portugal, les Américains veillent au grain. On cherche la personnalité, libérale et ferme à la fois, qui empêcherait le désordre, et garantirait les intérêts de l'alliance atlantique dans cette zone.

Cette personnalité pourrait être le général Diez Alegria, qui a demandé son rappel de l'ambassade d'Egypte. L'ancien chef d'état-major de l'armée, qui avait été démissionné par Franco à son retour d'un voyage en Roumanie, jouit d'un grand prestige dans nombre de milieux. Mais il a aussi beaucoup travaillé avec les Américains, à la satisfaction évidente de ceux-ci. Et s'il devenait l'homme de Kissinger ?

Marc ECHEVERRY ■

on ne peut pas tout dire

MJC : pour la première fois dans la rue

« Ce n'est qu'un début, les MJC sont dans la rue ». Une manifestation de 10 000 personnes, animateurs et utilisateurs de MJC, ce ne devait pas, le 16 octobre, à Paris, passer inaperçu. Mais qui, parmi les mass-media, s'intéresse vraiment à la fédération française des MJC ?

Et pourtant, ces outils de diffusion de culture populaire, qui ne plaisent pas à

tout le monde (surtout à quelques mois des municipales) jouent un rôle important ; et c'est bien pour cela que l'Etat joue Anastasie et manie le croc à phynances !

Les MJC ont besoin d'argent. A l'heure où les travailleurs, après 9 heures de boulot, n'ont droit qu'à une télé indolore et la plupart du temps imbécile, à l'heure où les peuples sont bâillonnés et n'ont même pas le droit pourtant élémentaire, de parler leur langue, que ce soit l'occitan, le breton ou l'alsacien, les MJC mènent, au côté d'autres associations, un combat fondamental pour le développement de la culture populaire. ■



ces hommes qu'on oublie...

Au moment où *TS* paraît se tient dans la grande salle de la mutualité, le meeting pour la libération de Vladimir Boukovski, de José-Luis Massera, de Semion Glouzman, de Victor Lopez Arias, d'Edgardo Enriquez et de Jiri Muller (cf. *TS* n° 714). On ne saurait pour autant oublier tous ceux qui, en Tchécoslovaquie notamment, connaissent, comme J. Muller, les prisons. Pour une plus ample information, le *Comité du 5 janvier* met les textes suivants à la disposition du public : *Des voix s'élèvent à Prague* (44p., 5F., préface de Pierre Daix), *Dubcek accuse* (80 p., 5 F), *Listy* (n° 1, 32 p., 5 F), *Comité du 5 janvier*, chez Geneviève Deroin, 7, rue Victor-Hugo, 92700 Colombes, CCP 1178-22, PARIS ■

à paraître en novembre 1976

Lip : affaire non classée

COLLECTIF DE 21 LIP
postface de Michel Mousel

Editions **Syros**
9, rue Borromée 75015 Paris

dans la collection
POINTS CHAUDS

antinucléaire toujours

Le Comité de coordination de la lutte antinucléaire (Nièvre-Cher), au sein duquel le PSU est particulièrement actif, organise le dimanche 24 octobre à Beffes (Cher) un grand rassemblement sur l'un des sites réservés à l'implantation de la « future » centrale nucléaire du Val-de-Loire. Le matin : randonnée cycliste avec distribution de tracts d'information dans les villages traversés. Départ à 9 h (pour Nevers et Saucergues, 8 h 30 pour la Charité. A 12 h 30 : grand rassemblement à Beffes. Pique-nique, prise de parole, forums, stands d'information. ■

expo-débat : histoire populaire du V^e arrondissement

A la *Maison pour tous*, 76, rue Mouffetard, (à côté du théâtre Mouffetard), métro Monge, le *Cri du V^e* a organisé une exposition réalisée par l'historien Alain Gescon intitulée « *Vive le V^e* ». Cette exposition, forte de quelque 500 documents disposés en 34 panneaux, raconte l'histoire populaire du V^e arrondissement. De la Commune à Mai-68, des années 1900 à la Libération de Paris, les luttes pour le pain et la Liberté au niveau d'un des plus vieux quartiers populaires vous sont contées. Les documents présentés, notamment en ce qui concerne les nombreuses photographies, sont, pour la plupart, inédits. Ils proviennent de la collection personnelle d'Alain Gescon, qui est par ailleurs photographe. Expo ouverte jusqu'au 30 novembre 76. Ouvert tous les jours de 9 h à 22 h. Le samedi 30 octobre 76 à 15 h à la *Maison pour tous* ; le journal le *Cri du V^e* organise un grand débat-rencontre, dans le cadre de l'exposition, avec tous les Anciens du quartier. Afin que ces derniers rassemblent leurs souvenirs sur le vieux V^e et leurs combats d'antan. ■

le moral de l'année coûte 500 F

Le tribunal a rendu le 7 octobre dernier son verdict dans l'affaire des sept inculpés d'Albi, accusés d'avoir, il y a un an, distribué un tract devant

le 22^e RIMA. Condamnation à 500 F d'amende et aux frais. C'est payer cher le droit de s'exprimer librement. Exprimez votre solidarité en envoyant votre contribution à l'UL-CFDT d'Albi, CCP 1400 57 C, Toulouse, avec la mention : « pour les inculpés ? » ■

les Sonacotra toujours là

Au mois d'avril dernier, dit-huit délégués des foyers Sonacotra étaient appréhendés à quatre heures du matin et expulsés de France. Malgré ces expulsions à propos desquelles des recours ont été introduits (l'un des expulsés a pu revenir en France) la lutte s'est poursuivie. Avec la rentrée, les résidents reprennent le mouvement pour des loyers raisonnables (expertises à l'appui), pour l'abrogation des règlements intérieurs, pour la liberté d'expression, de réunion, pour l'ouverture de véritables négociations avec le Comité de coordination.

Un rassemblement a lieu à Paris le samedi 23 octobre de 10 h à 17 h. Les « Sonacotra » feront ainsi le point, entre eux, mais aussi avec les travailleurs français. Un meeting, tenu au mois de février avait fait salle comble et la manifestation de Barbès (Paris) le 24 avril dernier connut elle aussi un important succès. ■

vient de paraître
aux Editions SYROS
270 pages 22 F

L'AUTOGESTION?

Etats généraux
pour l'autogestion
socialiste
juillet 1976

Syros

c'est aussi politique

les hommes du président

Le cinéma politique est une tradition aux U.S.A., pays où l'on peut librement parler de tout. Témoin donc ces *Hommes du président* d'Alan J. Pakula (*Klute*, *The parallax view*) sur le scandale du Watergate. On connaît l'histoire, l'espionnage du parti démocrate, grâce aux micros cachés à son siège par le parti républicain de Nixon, et la démission forcée de ce dernier, après que l'acharnement de deux journalistes du quotidien *Washington Post* ait révélé le complot.

Un sujet qui nous ramène aux temps héroïques de *Bas les masques* (Richard Brooks), époque bénie où journalisme était synonyme de « recherche de la vérité », et où l'entêtement d'un pur triomphait de tous les obstacles. L'idéalisme américain s'épanouissait alors, sûr de son bon droit, sûr que toute corruption n'était qu'un épiphénomène et que son système politique était le meilleur possible.

Quelques dizaines d'années plus tard, le doute s'installe au cinéma

biblio-PSU

Louis Jouve, un de nos camarades, a recensé toutes les publications du PSU : périodiques locaux (par départements, en tout 90 titres), presse nationale, livres et brochures, ouvrages et articles sur le PSU. Cette *Bibliographie du PSU* est en vente à la librairie Syros au prix modeste de 1 F. Un document fort utile à la portée de tous ceux qui veulent connaître les grandes options et les petits secrets locaux du PSU. ■



comme dans la vie, la contestation mine la foi des citoyens américains et crée des mouvements marginaux.

Malheureusement, Pakula ne semble pas se diriger vers la voie de la critique politique, mais bien plutôt, dans la ligne policière de *Klute* et de *Parallax view*, se contenter d'une histoire policière dont les implications politiques restent en toile de fond.

D'une affaire essentiellement politique, le Watergate, Pakula n'a retenu que l'aspect spectaculaire, l'enquête des deux journalistes, la ramenant aux dimensions d'un thriller. Le procédé mythifie une fois de plus le per-

sonnage du journaliste, l'importance de l'effort personnel et individuel, qui parvient à mettre en échec non pas le système, mais ses éléments corrompus.

Autrement dit, *Les hommes du président*, sous couvert de contribuer à la propagation de la vérité, ne font que renforcer l'image de la démocratie américaine triomphante, en évitant toute remise en question fondamentale, et en privilégiant l'intrigue policière au détriment de la réflexion politique.

Stéphane SOREL ■

un bel exemple de politique culturelle

La Comédie de Caen (« Centre dramatique national »), soucieuse d'élargir son audience régionale, souhaitait, grâce à une convention proposée à la municipalité de Cherbourg, présenter l'ensemble de sa programmation (trois créations, trois spectacles invités) au théâtre municipal de cette ville. Voici la réponse du maire à cette proposition :

« J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'après l'étude de votre proposition, il ne nous a pas paru possible de poursuivre, pour cette saison, l'expérience qui avait été tentée de décentralisation de la Comédie de Caen au théâtre municipal de Cherbourg.

Le principe, qui est le vôtre, de limiter le nombre des spectateurs, nous a obligés, les années passées, à monter le même spectacle plusieurs fois ; d'où une augmentation considérable des frais d'exploitation.

C'est là une des raisons qui nous ont amenés à revoir notre position, l'autre étant que votre programme n'est pas susceptible d'attirer le grand public, mais seulement les amateurs de théâtre moderne et engagé, ce qui peut expliquer, avec des tarifs bas, les difficultés que vous rencontrez dans votre gestion. »

Autrement dit, la politique culturelle du maire de Cherbourg consiste à récuser l'écoute du théâtre de notre époque et la pratique de « tarifs bas » qui, depuis Vilar, met ce théâtre à la portée du public populaire. Sans doute la municipalité préfère-t-elle satisfaire « le goût » de quelques notables friants des tournées Baret, qu'elle invite et subventionne d'ailleurs avec une belle régularité. Signalons qu'au nombre des spectacles réprouvés figure *Loin d'Hagondange* de Jean-Paul Wenzel, dont nous avons dit ici (*TS*, n° 687) le très grand intérêt. ■

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 <i>Sur le mouvement politique de masse</i>	2,00
N° 24-25 <i>La police dans la lutte des classes</i>	2,00
N° 27-28 <i>La crise du système monétaire international</i>	2,00
N° 51 <i>Le recrutement</i>	1,00
N° 52-53-54 <i>Quand les patrons vont à l'école</i>	3,00
N° 56-57 <i>Sionisme et libération palestinienne</i>	4,00
N° 86-87-88 <i>Le chômage sous-produit du capitalisme</i>	6,00
N° 92-93 <i>Une section du PSU à Paris</i>	4,00
N° 94-95 <i>Militer contre le militarisme N° 2</i>	4,00
N° 96-97 <i>Le syndicat de la magistrature</i>	4,00
N° 98-99 <i>Le syndicalisme à l'école</i>	4,00
N° 102 <i>Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes</i>	2,00
N° 103-104-105 <i>Electronucléaire et développement capitaliste</i>	6,00
N° 106-107 <i>Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste</i>	4,00
N° 108-109 <i>Les rapports Partis-Syndicats</i>	4,00

VIENT DE PARAÎTRE

N° 110 <i>Comment battre la droite</i>	2,00
--	------

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

les armes de la critique

interview de André Brink

André Brink est afrikaner, c'est-à-dire descendant de ce qu'autrefois on appelait les Boers. C'est donc un Blanc. On sait combien cela compte dans l'Afrique blanche de Balthazar Vorster. Or, dès sa parution, en 1974, le roman de Brink (1) est interdit par le Bureau du Contrôle des publications qui le juge pornographique et subversif. Pornographique parce que subversif, tous les régimes fascistes vous le diront. La vérité, c'est qu'A. Brink, blanc, met en cause, dans son roman, la ségrégation raciale qui a cours dans son pays. Les lecteurs ne s'étonneront pas du caractère parfois modéré des propos de l'auteur. Ils portent la marque d'une prudence que, pour des raisons évidentes, Brink a délibérément choisie.

T.S. : Est-ce que tes activités littéraires te donnent un rôle de militant politique en Afrique du Sud ?

A.B. : Oui, un peu. Et surtout en démontrant qu'être métis, noir, doit être considéré tout d'abord sur le plan humain. C'est justement ça que beaucoup de sud-africains n'arrivent pas à comprendre. Certains critiques ont dit : « il a représenté un Métis comme s'il était un Blanc ». Or, l'objet de mon livre, c'est de démontrer que les êtres humains sont des êtres humains et que la différence de couleur de peau, c'est quelque chose qui n'a pas de valeur.

T.S. : Dans ton livre, tu mets en scène Joseph Malan, qui est un Métis. T'assimiles-tu à lui dans le sens où Cohn-Bendit disait « nous sommes tous des juifs allemands ».

A.B. : Oui, un peu. Et surtout en démontrant qu'être métis, noir, doit être considéré tout d'abord sur le plan humain. C'est justement ça que beaucoup de sud-africains n'arrivent pas à comprendre. Certains critiques ont dit : « il a représenté un Métis comme s'il était un Blanc ». Or, l'objet de mon livre, c'est de démontrer que les êtres humains sont des êtres humains et que la différence de couleur de peau, c'est quelque chose qui n'a pas de valeur.

T.S. : Dans le climat de luttes, mais aussi d'arrestations comme celle du leader du Labour Party Métis, le Révérend Allan Hendrickse, quel est l'avenir des Métis en Afrique du Sud ? Vont-ils jouer l'intégration avec les Blancs, ou vont-ils se rapprocher de ceux qui luttent ?

A.B. : Jusqu'ici, malgré toute l'oppression et la répression qu'ont subi les Métis, ils se sont sentis beaucoup plus proches des Blancs que des Noirs. Mais justement, les événements de cette année-ci ont changé radicalement cette situation. Maintenant, les Métis et les Indiens, surtout les Métis, s'identifient à la situation des Noirs en Afrique du Sud. On ne pourra, je crois, jamais plus parler d'une alliance Blancs-Métis.

T.S. : Quel est le rôle du Labour Party des Métis ?

A.B. : Assez grand. Pas sur le plan politique officiel, mais comme une sorte de forum pour s'exprimer, pour lier aussi les gens afin de les rendre

plus conscients de leur sort dans l'apartheid. De ce point de vue, ce parti a joué un très grand rôle et il continue d'être de première importance. Certes, il a commencé à œuvrer à l'intérieur du système d'apartheid, et s'en est servi comme d'une plate-forme ; mais depuis, il agit dans un tout autre sens. C'est un peu comme Buthélézi qui de son côté, lui aussi, a profité de la situation et même du système d'apartheid pour pousser à la conscience d'être Noir, pour développer une culture noire en Afrique du Sud et contribuer à ce qu'on appelle au Brésil, d'un mot un peu compliqué, la « conscientisation ». C'est justement dans cette direction-là, aussi, que le Labour Party a fait beaucoup de choses.

T.S. : Mais, par exemple, les jeunes Métis qui sont proches de la conscience noire rejettent ces institutions nées de l'apartheid. Quelle idéologie développent ces jeunes dans la conscience noire ?

A.B. : Bien que les choses aient commencé dans ce cadre-là, tout le Mouvement de conscience noire est déjà en train de dépasser largement toutes les créations du système apartheid.

T.S. : Tu crois que l'influence de l'idéologie marxiste est très forte ? Et d'abord quand tu dis marxiste, tu nenses à quoi ?

A.B. : ...

T.S. : Est-ce que la lutte des mouvements de libération peut répondre aux aspirations des Métis.

A.B. : Je crois que ces mouvements sont devenus déjà un peu superflus, non seulement pour les Métis, mais aussi pour les Noirs. Il y a des mouvements intérieurs de conscience noire qui sont déjà en train de dépasser ces organisations extérieures. Ce n'est qu'une impression, mais c'est quand même une impression que j'ai.

T.S. : Dans ton livre, tu parles peu de l'ANC.

A.B. : Oui, surtout parce que le personnage principal est un Métis. Pour lui, l'ANC n'a jamais pu jouer un très grand rôle, surtout à cette époque-là

où la plupart des Métis se sentaient beaucoup plus proches des Blancs que des Noirs.

T.S. : Tu en conviendras : un grand silence s'est abattu sur le pays après Sharpeville. Est-ce que tu penses qu'il y aura ce genre de silence après les derniers événements ?

A.B. : Non. Il y a une trop grande différence entre les deux époques, entre 1960 et aujourd'hui. Maintenant, c'est différent. Ce qui a succédé à Sharpeville et ce qu'était Sharpeville est resté très localisé. Cette fois, c'est vraiment un mouvement populaire qui traverse tout le pays. Si on peut s'attendre à des répressions violentes, comme on l'a vu jusqu'ici, je crois qu'on n'arrivera pas à vraiment supprimer ce qui est en train de se développer, parce que cela, c'est un mouvement historique qui doit suivre son cours jusqu'à la fin. On ne peut pas l'arrêter artificiellement, militairement.

T.S. : Tu ne penses pas que la continuité de ce mouvement nécessiterait un encadrement politique, des cadres, un parti que la conscience noire n'a pas eu le temps de constituer pratiquement.

A.B. : Il y a un très grand problème, oui. Mais, pour le moment, je crois que le mouvement en soi suffit ; mais il faut certainement développer une très grande « conscientisation » politique aussi. Le problème, c'est que la police est très bien organisée. Elle a décimé presque toute l'élite possible.

T.S. : Quand le gouvernement français vend une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud et proclame en même temps son opposition à l'Apartheid, qu'est-ce que cela vous fait, en tant que sud-africain ?

A.B. : Là aussi, c'est une question à laquelle j'aimerais répondre très franchement. Dans les circonstances actuelles c'est presque impossible.

T.S. : Cela veut-il dire que tu ne peux pas y répondre ?

A.B. : Bon, oui...

T.S. : Dans ton livre, tu mets en scène Wilhem, fils de Blanc devenu grand industriel. Est-ce que la libéralisation qui est voulue par les industriels est aussi superficielle que celle de Wilhem ?

A.B. : Oui, parce que cette sorte de libéralisation repose toujours sur l'exploitation des Noirs ouvriers comme force de travail. Ça repose sur le capitalisme et tant que le capitalisme reste lié au racisme en Afrique du Sud, rien ne changera.

T.S. : Pourtant, en Europe, beaucoup d'humanistes disent : il faut au contraire que les entreprises étrangères se développent parce qu'avec elles il y aura de meilleures conditions de salaires.

A.B. : Jusqu'à un certain point, il se peut que cela soit vrai parce qu'il y aura plus d'argent à distribuer ; mais essentiellement, profondément, ça ne changera rien à la condition, à la situation des ouvriers noirs en Afrique du Sud. Ils resteront une force de travail à exploiter.

T.S. : Tu as des pages redoutables sur la torture. La torture est-elle systématique en Afrique du Sud ?

A.B. : Ce que je peux dire, c'est que ces événements-là dans mon livre reposent sur des choses qui se sont effectivement passées en Afrique du Sud. Ce sont des choses dont m'ont parlé mes amis, à Londres et ailleurs.

Propos recueillis par
José SANCHEZ
et Bernard VANDRILLE ■

(1) André Brink, *Au plus noir de la nuit*, éd. Stock, Coll. « le cabinet cosmopolite », 438 p. 55 F., en vente : librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.



Astérix en smoking

Ça, je dois avouer que je suis rassuré. Quand j'ai su que Larousse éditait une Histoire de France en bandes dessinées, je me suis inquiété. Pour une petite maison d'édition, c'était un risque énorme.

Pensez, un directeur de publication, un chef de fabrication, un rédacteur en chef, six dessinateurs, autant de scénaristes et deux personnes pour l'icographie, il fallait au moins ça pour mener à bien cette « petite révolution » en matière d'Histoire tout en se gardant de faire rigolo, pas sérieux, dérisoire. Larousse c'est officiel. Ou presque. Car, si FR3 me permet de retrouver mes « héros favoris sur le petit écran », chaque vendredi dans l'émission réalisée par Charles Sansonetti à partir de ladite Histoire de France, ce n'est l'effet que du hasard. Malveillants ou jaloux peuvent y voir le long tentacule de la Pieuvre verte : la passion les égare. Moi, ça me ras-

sure. La télé aide les petites boîtes dans leur louable effort culturel. C'est plutôt sympathique, non ? D'ailleurs, les Editions Syros vont sûrement bénéficier de cette même rampe de lancement à l'occasion de la sortie prochaine d'un *Mein Kampf* en bandes dessinées (dans la collection « combat culturel »).

Remarquez que l'empire Syros est nettement moins sérieux que les artisans de chez Larousse. Chez ces gens-là, on fait une enquête avant de se lancer dans la fabrication d'une œuvre philanthropique. « Lisez-vous des bandes dessinées ? » Et les jeunes de huit à quinze ans interrogés de répondre « oui » à 86 %. « Vous intéres-

sez-vous à l'Histoire de France ? » Et 25 % des jeunes de dire « beaucoup » 35 % « assez » et 29 % « peu » ; le reste se foutant royalement de savoir la raison qui poussait Jules César à taper sur la gueule des Gaulois. Ne nous égarons pas. L'avis des enfants c'est important. Mais l'avis des parents porte-monnaie c'est essentiel. C'est pourquoi l'enquête s'adresse à eux : « Diriez-vous que l'Histoire de France est ou non un sujet qui peut être traité en bandes dessinées ? » Réponse : « oui » à 66 %. « Achetez-vous des bandes dessinées à vos enfants ? » : « oui » à 37 %. Mais la dernière question surtout est coquine : « Liriez-vous l'Histoire de France en bandes dessinées ? » « Certainement » répondent 41 % des parents ; « peut-être » affirmement 21 %, les Normands sans doute.

Eh bien, vous me croirez si vous voulez, mais la lecture de l'enquête me montrant que Larousse ne perdrait pas trop d'argent dans cette opération, ça m'a mis du baume au cœur pour toutes les petites maisons d'édition. Je suis rassuré. Faut du cran, tout de même, pour prendre pareil risque... (1)

(1) Avec tout ça, j'ai complètement oublié de vous parler du premier album, Vercingétorix/César (Dessins de V. de La Fuente et Raphaël, textes V. Mora et P. Castex) qui, quoi qu'on pense de l'éditeur, mérite attention.



Liban : chroniques d'un cauchemard

Saïd Haddad et Mourad Saleh, sous le titre *Liban : chronique et analyse de la guerre civile*, publié par le département de l'information et de l'orientation nationale de l'OLP, font œuvre de militants, mais aussi de témoins, semaine après semaine. Leur chronologie commentée des événements depuis mars 1975 (manifestation de Saïda où un leader libanais, Maarouf Saad trouva la mort) jusqu'à la chute de Tell-el-Zatar, permet de percevoir qu'on se trouve en face d'une lutte qui n'en est qu'à ses débuts. Le rôle de la Syrie, qui « adhère de plus en plus au plan américain » est bien mis en lumière. Désormais, les alliés de la Résistance palestinienne sont « les mouvements progressistes au sein du monde arabe, les mouvements de libération nationale dans le monde, les partis de la classe ouvrière dans les pays capitalistes et socialistes ». On lira avec intérêt dans les annexes le « programme national de réforme dé-

mocratique du système libanais », proposé dès août 1975, par le mouvement progressiste libanais (parti socialiste, parti communiste, OACL, etc.), pour faire échec au confessionnalisme politique, la plaie du Liban.

De leur côté, deux journalistes de la gauche libanaise, Selim Accaoui et Magida Salman, racontent, de l'intérieur, la guerre civile et analysent ses différentes forces politiques en présence, dans une courte plaquette : *Comprendre le Liban : la guerre civile racontée de l'intérieur* (1).

Ces deux brochures sont indispensables à qui veut saisir l'enjeu du complot qui vise les Palestiniens et ne pas rester les bras croisés devant le drame libanais.

J. C. ■

(1) Ed. Savelli, 1976, 15 F.

ABC du marxisme

Enfin un petit guide pratique du marxisme (1) bien meilleur que tous les habituels ABC. Il n'était pas facile de

condenser l'essentiel — historique, philosophique, théorique — en des articles aussi courts dont l'intérêt est, avant tout, de mettre en évidence les contradictions, les points faibles, les trous, les béquilles de l'évolution de la pensée et de l'histoire plutôt que de chercher à aplanir les obstacles, à arrondir les angles, à éliminer les impuretés à la manière de tout catéchisme qui se respecte. Un condensé est dangereux lorsqu'il prétend présenter une conception « pleine » d'une logique sans faille, en progression continue et sans frein et lorsqu'on s'en contente, lorsqu'on le substitue à la lecture des textes originaux et à la véritable recherche historique. Mais il semble que celui-ci, de par sa forme encyclopédique qui rend difficile toute lecture linéaire, qui contraint à trouver soi-même l'ordre et le sens de la lecture, ne peut pas être utilisé autrement que comme un outil signalisateur de jalons, de questions, d'enjeux, incitant à aller voir plus loin et de plus près « ce qu'il en est ».

Marion LAY ■

(1) Le Marxisme, EDMA, Livre de poche, 10 francs.

Vendredi 22 octobre à 20 h 30 sur FR3 : *En direct du cinéma Empire*. A l'occasion du premier anniversaire de ce magazine, qui acquiert une audience de plus en plus importante, toute l'équipe fait le point des dossiers traités depuis un an pour savoir ce qui progresse, ce qui a changé, ce qui subsiste.

A 20 h 30 sur Antenne 2 : *Bande à part : SOS femmes*. Numéro consacré à une femme battue : « J'ai accepté de me raconter parce que je sais que mon cas n'est pas isolé ; je me suis tue pendant trop longtemps ; dans tous les milieux des femmes sont battues tous les jours, j'espère que mon témoignage les aidera à comprendre qu'elles ne sont plus seules et à s'en sortir. »

A 22 h 47 sur Antenne 2, ciné-club : *Wild boys on the road*, film de W. Wellman qui, à travers une cascade d'aventures souvent mélodramatiques, traite des problèmes sociaux des jeunes pendant la grande dépression.

Samedi 23 octobre 1976 à 14 h 05 sur France-Culture, dossier reportage : *La première année de la retraite*. Une vingtaine de travailleurs, hommes et femmes de Paris ou de province, de toute catégorie socio-professionnelles, disent leur inquiétude, parfois leurs espoirs : les inégalités dans la vie active se retrouvent, se reproduisent à l'âge de la retraite. Hors de la vie active, dans le système actuel, on devient un non-être.

A 20 h 05 sur France-Culture, science-fiction : *Maître du haut château*, de Philip K. Dick.

Dimanche 24 octobre 1976 à 20 h 30 sur TF1 : *Un homme et une femme*, de Claude Lelouch. Dix ans ont passé. Le film a beaucoup vieilli.

A 22 h sur TF1, une émission : *Heureux comme Dieu en France*. Les rapports entre les juifs de France, venus d'horizons très divers à des époques très variées. Tous les problèmes ne sont pas abordés, mais cette émission doit faire réfléchir juifs et non juifs sur les problèmes que posent un certain anti-sémitisme qui sévit en France à l'état endémique.

A 22 h 30 sur FR3, cinéma de minuit : *Sandra*. Un des meilleurs films de Luchino Visconti.

Mardi 26 octobre 1976 à 20 h 30 sur Antenne 2, dossiers de l'écran : *Les cœurs verts* d'Edouard Luntz. Ce film, tourné à Nanterre et à Romainville, à une époque où l'on ne parlait pas de « loulous » mais de blousons noirs. Pour l'auteur : « Ce n'est ni un film sur la délinquance, ni sur les blousons noirs... C'est un film sur la révolte, contre bien des choses, contre la société entre autre, mais révolte qui peut être un moyen de se réfugier dans l'adolescence et de refuser les responsabilités de l'âge adulte. » Les conclusions du débat, qui portent sur la « jeunesse délinquante », risquent d'être encore plus ambiguës.

Mercredi 27 octobre 1976 à 20 h 30 sur FR3, un film : *Correspondant 17* de A. Hitchcock.

Judi 28 octobre à 20 h 30 sur FR3, un film : *Gigi*, de Vincente Minelli.

A 20 h 30 sur Antenne 2 : *Le grand échiquier*, avec pour invité principal : Robert Charlebois. ■

